

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

| | |
|--|-------|
| EN 2019, ni prolongations, ni nouvelles installations | P. 3 |
| Déchets radioactifs : 40 ans d'une lutte victorieuse | P. 5 |
| Tribune collective pour mettre fin à la répression à Bure | P. 7 |
| Hommages à ... | P. 8 |
| Et si la terre tremble ? | P.11 |
| DOSSIER TRANSPORTS RADIOACTIFS | |
| Pourquoi et comment agir contre les transports nucléaires ? | P.11 |
| Cécile Lecomte, écureuille pacifiste et antinuke | P.14 |
| Ça bouge dans le Réseau | P.15 |
| DOSSIER NUCLÉAIRE ET CLIMAT | |
| Que dit le GIEC sur le nucléaire dans son dernier rapport ? | P. 17 |
| Non le nucléaire ne sauvera pas le climat | P. 19 |
| Valduc, un enjeu pour le nucléaire militaire | P. 21 |
| Désobéissance civile contre les énergies du passé | P.23 |
| L'Inde, ce grand pays gangréné par le nucléaire | P. 25 |
| Rencontre avec Sonali Huria | P. 27 |
| ALTERNATIVES | |
| La sobriété énergétique fait partie de la solution | P. 28 |
| Fini le nucléaire en 2022... au moins à Grenoble | P. 30 |
| Les agriculteurs contribuent aussi à la transition | P. 32 |
| Brèves alternatives | P. 33 |
| En conférence gesticulée, Marie dénonce les folies du nucléaire | P. 34 |
| À lire | P. 35 |

Photo de couverture : Xavier Rabilloud

Mais dans quoi ils nous embarquent ?

"Le cap va être tenu !" a assuré le président Macron, le 27 novembre dernier, en présentant la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en pleine tempête sociale. "Nous maintenons le cap des 50% mais repoussons l'échéance à 2035". Décidément, le courant des lobbys nucléaires est trop fort : le bateau, nous devrions plutôt dire le raftot, nucléaire dérive toujours — et au fur et à mesure que le bateau avance, l'horizon recule !

Voilà une nouvelle reculade de 10 ans sur les déjà bien timides objectifs de la Loi de transition énergétique de 2015 : "Rien n'avait été fait depuis ? Très bien on continuera à ne rien faire pendant au moins 6 ans, en laissant à nouveau à nos successeurs le soin de tout régler en urgence !" Il n'y a qu'à regarder du côté de la Belgique qui, à l'entrée de l'hiver, a six vieux réacteurs à l'arrêt sur sept.

La feuille de route de la PPE n'a rien d'une programmation contraignante, mais reste plutôt une incitation floue. Il faut dire qu'en matière nucléaire, c'est EDF SA qui tient la barre et que son cap est clair. Il lui faut se renflouer financièrement en continuant à exploiter le plus longtemps possible des réacteurs

amortis (dans les deux sens du terme), certainement en limitant les coûts du "grand carénage" pour pouvoir lancer de nouveaux EPR en France, avec l'espoir de vendre quatre fois plus d'électricité qu'actuellement à nos voisins, et des dizaines d'EPR dans le monde entier.

Les Français sauront-ils discerner, malgré le brouillard de ces annonces, dans quel raftot, qui prend l'eau, on veut les embarquer pour encore 15 ans (et bien plus si des EPR voient le jour) ? Vers quel horizon ? Celui où la prolifération nucléaire ne fera qu'augmenter déchets, factures et impôts.... Tout cela pour les bénéfices de EDF SA, mais sans bénéfices ni pour le climat, ni pour les fins de mois de ceux qui ont besoin de la solidarité nationale pour s'engager dans la transition énergétique.

Le nucléaire bouche l'horizon d'un autre monde possible.

Heureusement que, loin de ce modèle dangereux, dépassé et criminel, des initiatives décentralisées se développent de plus en plus nombreuses.

Le Réseau "Sortir du nucléaire"



© Réseau Sortir du nucléaire

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°80
Février 2019 - Dépôt légal à parution.
Abonnez-vous pour un an (4 numéros):
12 €, ou 20 € en soutien, sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Bernard Cottier.
Rédaction en chef : Anne-Lise Devaux.
Maquette : Réseau Sortir du nucléaire.
Relectures : Nadia Boukacem.



ISSN : 1276-342 X

Tirage : 10 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé

avec des encres à base végétale.

Retrouvez toute l'actualité sur :

www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement
conseillée sous réserve d'en indiquer la source
et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire"
en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 %
d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire,
fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 feuillet avec bulletin de réabonnement.

Ni prolongation, ni nouvelle installation, en 2019 le nucléaire c'est toujours **non** !

Le 27 novembre 2018, Emmanuel Macron a exposé les grandes orientations de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Loin d'être ambitieuses et pragmatiques, elles actent un retour en arrière, qui fait fi du risque nucléaire comme des réalités économiques. Entre la prolongation de nombreux réacteurs au-delà de leur durée de fonctionnement initialement prévue, l'appel à des projets de "nouveau nucléaire" et les tentatives de rachats de terre en catimini par EDF, la relance du nucléaire en France semble malheureusement aujourd'hui d'actualité. En 2019, un sursaut est plus que jamais nécessaire pour empêcher ce funeste projet : nous lancerons une nouvelle campagne, à laquelle vous serez pleinement associés. Le premier rendez-vous sur le terrain sera celui des évènements que nous organiserons ensemble partout en France entre le 11 mars et le 26 avril !

Une programmation de l'énergie qui enferme la France dans l'impasse nucléaire

Dans son discours d'annonce sur la PPE, Emmanuel Macron a été clair : *"je n'ai pas été élu sur un programme de sortie du nucléaire mais sur une réduction dans le mix énergétique. J'aurais aimé le faire dès 2025. Nous maintenons le cap des 50% mais repoussons l'échéance à 2035. Pour cela, 14 réacteurs de 900 mégawatt seront arrêtés en 2035, dont les deux de Fessenheim qui le seront à l'été 2020. Deux réacteurs pourraient être arrêtés durant le prochain quinquennat, en 2025-2026, si la sécurité d'approvisionnement est assurée et si nos voisins européens accélèrent leur transition énergétique. Deux réacteurs seront arrêtés en 2027-2028, et quatre à six réacteurs seront fermés avant 2030, selon l'évolution des marchés de l'électricité et des systèmes électriques de nos voisins. Je fixe d'emblée à EDF une règle : aucune fermeture complète des sites. Réduire la part du nucléaire, ce n'est pas renoncer au nucléaire".* Et d'ajouter *"Je demande à EDF de travailler à l'élaboration d'un programme de 'nouveau nucléaire' en prenant des engagements fermes sur le prix, pour qu'ils soient plus compétitifs."*

Après un discours recyclant de nombreux clichés sur les bienfaits supposés du nucléaire et appelant à développer massivement l'électrification, la fermeture de 14 réacteurs d'ici à 2035 a donc été annoncée. Mais celle-ci – à part celle de Fessenheim – étant repoussée après son quinquennat, ça ne l'engage en rien. C'est acter dix ans de retard sur les objectifs de la loi votée en 2015, qui n'était déjà pas très ambitieuse. Pire, en appelant un "nouveau nucléaire", Macron va à l'encontre de toute véritable transition.

Tout laisse à penser que la politique du gouvernement vise une exportation massive d'électricité à nos voisins européens : les experts de l'association négaWatt estiment que les scénarios proposés



DR

reviendraient à des niveaux d'exportations trois à quatre fois plus élevés qu'actuellement !

Et la lutte contre le réchauffement climatique a bon dos pour justifier une relance de la filière. Alors qu'on le sait, pour sauver le climat, le nucléaire c'est trop tard, trop cher et trop risqué (Voir notre dossier *Nucléaire et climat* en page 17 à 20).

**Emmanuel
Macron fait
fi du risque
nucléaire.**



DR

Une prolongation coûteuse au mépris des risques

Et le Président s'est bien gardé de mentionner ce qui se cachait derrière ces annonces de fermetures : la prolongation d'une vingtaine de réacteurs à 50 ans de fonctionnement et plus, qui viendra alourdir la facture. Le ministre de la Transition écologique et solidaire l'a lui-même redit dernièrement dans Le Parisien : "Les coûts de production de l'électricité augmentent car les centrales nucléaires sont vieillissantes et qu'on est obligés de faire des travaux".

Il s'agit d'un déni effrayant des problèmes de sûreté qui touchent le parc nucléaire français. Plus de deux tiers des réacteurs ont déjà dépassé la durée de fonctionnement de 30 ans initialement prévue. Or, certains équipements cruciaux pour la sûreté et particulièrement vulnérables au vieillissement – cuve et enceinte de confinement en particulier – ne peuvent être remplacés. Le "grand carénage" prévu pour allonger la durée de vie des centrales ne pourra jamais remédier à ces problèmes et ne sera qu'un rafistolage inutile.

Comme l'illustrent les problèmes répétés qui surviennent quotidiennement sur le parc nucléaire français, EDF n'est manifestement pas en mesure d'assurer une maintenance correcte de ses réacteurs¹. Dans ces conditions, l'entreprise s'avère encore moins capable d'effectuer des travaux lourds et inédits en vue de leur prolongation.

À partir de 2019, une échéance importante pour les plus vieux réacteurs va arriver. L'exploitant d'une installation nucléaire doit en effet réaliser tous les dix ans un réexamen de la sûreté de son installation, à l'issue duquel l'Autorité de sûreté nucléaire prend position sur la poursuite du fonctionnement de l'installation. Ces réexamens débiteront par le réacteur 1 de la centrale nucléaire de Tricastin en juin 2019. C'est un moment crucial pour mettre en lumière les dangers de la prolongation.

EDF tente de racheter des terres en catimini

C'est dans ce contexte qu'EDF cherche, en toute discrétion, à acquérir pas moins de 30 000 hectares de réserve foncière situés autour de 17 sites nucléaires. Sans la vigilance des militants du Réseau "Sortir du nucléaire", aucune information n'aurait filtré. Des terres agricoles, des zones inondables et d'anciens sites industriels sont concernés selon les endroits. L'exploitant "souhaite appréhender le contexte foncier d'un ensemble de parcelles situées en périphérie de ses Centres nationaux de production d'électricité (CNPE)", d'après un courrier de la SAFER² aux agriculteurs. Cette société est chargée d'aménager le territoire rural et a été missionnée pour les approcher. Les communes sont aussi dans le coup, au Bugey par exemple, les mairies de Saint-Vulbas et de Loyettes accueillent des réunions organisées par la SAFER.

Un flou est volontairement entretenu sur la destination des achats. D'après Alban Verbecke, le délégué régional d'EDF en Haute Normandie, "En fonction de ce que décidera le gouvernement, cela pourra concerner le nucléaire avec de nouvelles constructions, des carénages ou des démantèlements. Mais cela pourrait être aussi pour les énergies renouvelables."

En clair, l'électricien souhaite sonder et contourner les oppositions en faisant le vide autour de ces installations pour d'éventuels futurs projets – ou en cas d'accident ?

Et des prix de rachat battant toute concurrence auraient même été proposés, allant jusqu'à cinq fois les prix du marché. Au Bugey on parle de 20 000 € l'hectare, soit 2 € du mètre carré, alors qu'en général, les prix tournent plutôt autour de 4 000 €/ha (0,40 €/m²). Ce dont se défend la SAFER, qui prétend ne réaliser pour le moment qu'une photographie des terrains agricoles situés à proximité des centrales. Quand on connaît l'implication de la SAFER dans la facilitation d'achat et d'échange de terre avec l'ANDRA pour le projet Cigéo, on peut grandement douter.



Notes :

1 : Voir à ce sujet les différents procès gagnés par les antinucléaires concernant les centrales de Fessenheim, Bugey, Cruas et ceux en cours pour les centrales de Tricastin, Golfech, Belleville, Chinon et Gravelines ainsi que la rubrique Des accidents nucléaires partout sur www.sortirdunucleaire.org

2 : SAFER : Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, elles sont régionales. Elles agissent pour un aménagement équilibré et durable des territoires ruraux et périurbains et à ce titre se donnent trois missions : dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, favoriser l'installation des jeunes, protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles et accompagner le développement de l'économie locale.

Vous souhaitez participer à notre prochaine campagne en vous mobilisant près de chez vous ?

Envoyez un mail à campagnes@sortirdunucleaire.fr

Sans attendre vous pouvez signer la pétition des collectifs concernés par le rachat de terre par EDF <https://frama.link/12RTcznC>

Visite décennales : un moment crucial pour mettre en lumière les dangers de la prolongation.



L'industrie nucléaire est aux abois : l'année 2019 sera cruciale

La France ne pourra pas "en même temps" développer les énergies renouvelables, maintenir en fonctionnement des centrales à bout de souffle et se lancer dans un "nouveau nucléaire", dont il est illusoire de croire qu'il sera peu coûteux. S'entêter dans cette voie, c'est faire peser sur les Français un risque démesuré et une facture écrasante. Face à la menace d'une relance de la filière, l'heure est plus que jamais à l'action !

Laura Hameaux

Déchets radioactifs : 40 ans d'une lutte victorieuse

La production des déchets radioactifs pose la question du monde que nous laisserons à nos enfants et aux générations futures qui devront gérer cet héritage empoisonné pour des milliers d'années. La durée de vie de ceux qui seraient enfouis à Cigéo est telle que l'échelle de temps nous dépasse. Le sujet est éminemment politique et mérite un réel débat de société, qui nous a jusque là toujours été confisqué. Et depuis plus de 40 ans partout en France, la population s'est soulevée pour refuser l'enfouissement que l'État tente d'imposer par tous les moyens. Retour sur une lutte victorieuse mais méconnue, dont nous avons voulu mettre l'histoire en perspective.

Comme nous le disait Bernard Laponche en septembre : "Lors de la découverte de la possibilité d'utiliser l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, l'opinion dominante était qu'avant que le problème de l'accumulation des déchets devienne crucial, les scientifiques auraient trouvé la solution. On mesure aujourd'hui l'erreur."

À l'époque, certains ont été stockés n'importe comment par exemple, au centre de stockage de la Manche. Pire, s'inspirant de ce qui se pratique à l'époque pour les déchets industriels ou pour les déchets militaires (dont du plutonium), ils sont déversés dans les mers et océans. Un récent article de Libération en faisait un inventaire : "Entre 1946 et 1993, 14 pays¹ ont procédé à des immersions de déchets radioactifs dans plus de 80 sites situés dans les océans Pacifique, Atlantique et Arctique", rappelle l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). En 1993², un accord international est trouvé pour interdire cette pratique. Parmi ces déchets immergés, on trouve des liquides radioactifs en fûts ou non, des déchets solides en fûts mais aussi "des cuves de réacteurs nucléaires, contenant éventuellement du combustible, provenant des États-Unis ou de l'ex-URSS".

Les actions pacifistes et médiatiques menées à partir de 1978 par Greenpeace, ont eu un fort impact, et ont poussé les États à signer un accord international pour mettre fin à ces dépôts sauvages dans les fonds marins. Et ce malgré les efforts notamment financiers de l'industrie pour continuer.

Enfouir à tous prix

Au début des années 1980, l'industrie nucléaire française s'est mise en tête de trouver un endroit pour enfouir tous ses déchets sous terre. L'État a sillonné le pays, cherchant un lieu pour implanter une poubelle nucléaire. En 1987 quatre zones³ sont identifiées et chaque fois c'est le même scénario... Les territoires apprennent sans préalable qu'ils sont retenus et aucune concertation n'est menée. Chaque fois, l'opposition est unanime, massive et sans concession. Peu à peu une lutte nationale, avec une coordination des opposants, se développe.

Les élus refusent, des manifestations ont lieu, allant jusqu'à des affrontements avec les forces de l'ordre. Dans un article de la Nouvelle République datée du 9 octobre 2017, Jean Collon, un opposant au projet des Deux-Sèvres, témoigne : "On avait mis en place des moyens de prévention. Dès qu'on observait un mouvement, de matériel de forage ou des forces de l'ordre, le téléphone fonctionnait rapidement. Il y avait aussi une caravane sur le site pour assurer une veille permanente".

Suite à ces mobilisations, l'État abandonne ses recherches et contourne l'opposition. Après un moratoire pour l'arrêt des travaux et l'évacuation du matériel, la loi Bataille de 1991 prévoit des compensations financières pour les territoires et invente le concept de laboratoire. En 1992, deux nouveaux sites seront identifiés mais abandonnés pour les mêmes raisons : l'opposition est trop forte.



1995 - MANDRES



OR
Paris 1996

Le débat sur le Plan national de gestion des matières et déchets et radioactifs prend du retard et aura lieu au printemps. Si le Réseau a décidé de boycotter cette mascarade, il se mobilisera et fera vivre le débat sur ce sujet majeur hors des cadres imposés – voir la quatrième de couverture. Dans la continuité des articles du numéro 79, nous vous proposons de poursuivre la réflexion.

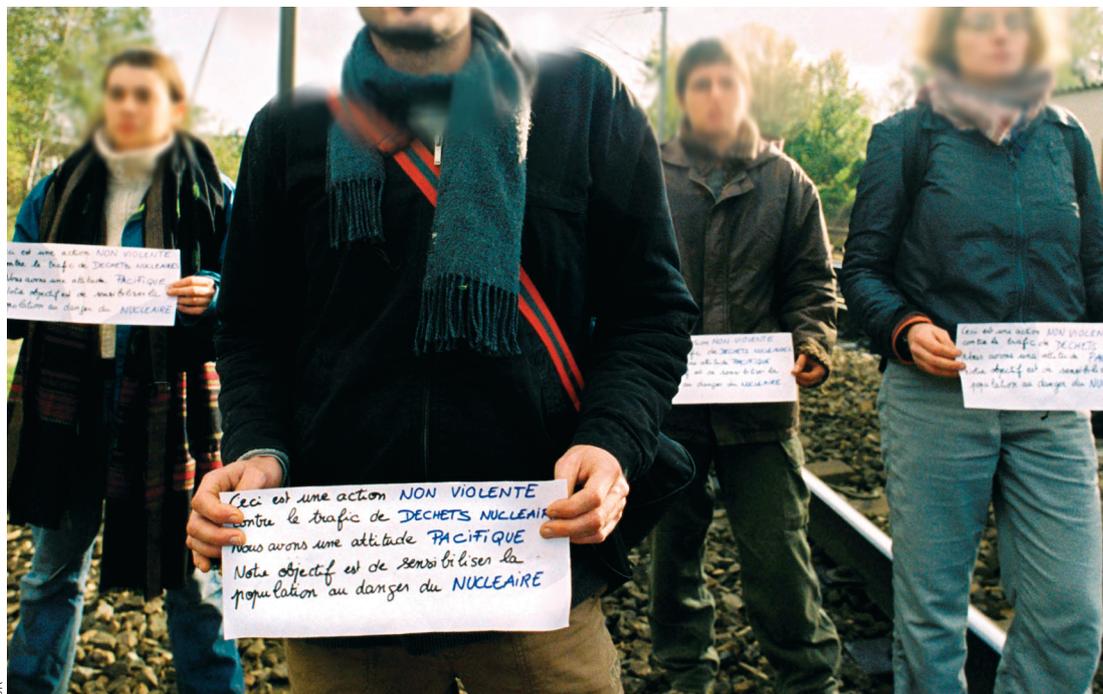
Notes :

1 : Royaume-Uni, Suisse, États-Unis, Belgique, France, Pays Bas, Japon, Suède, Allemagne, Italie, Corée et Urss.

2 : La convention de Londres, placée sous le contrôle de l'Organisation maritime internationale, interdit définitivement l'immersion et l'incinération en mer des déchets industriels et des déchets radioactifs.

3 : Dans l'Ain (dans du sel), dans l'Aisne (dans de l'argile), dans le Maine-et-Loire (dans du schiste) et dans les Deux-Sèvres (dans du granit).

Quel monde
laisserons nous
à nos enfants et
aux générations
futures ?



2014 - CASTOR DR

L'État change donc de méthode : il lance un appel à candidatures pour un "laboratoire", qui officiellement ne devrait recevoir aucun déchet. Sur les 30 candidatures reçues il n'en retiendra que trois, Bagnols-sur-Cèze (Gard) et Bure (Meuse/Haute-Marne) pour leur formation argileuse et La Chapelle Bâton (Vienne) pour le granite.

La lutte continue localement jusqu'au deuxième débat public de 2013. Ce dernier est boycotté par 50 associations. Pour elles le projet est acté et ce débat ne sert qu'à faire croire que la population a son mot à dire. Ce boycott marque un nouvel essor de la lutte qui se nationalise à nouveau.

1987 - MONCORNET



Chacun des sites reçoit 5 millions de francs par an pour faciliter l'implantation. Cette somme augmentera régulièrement pour atteindre 60 millions d'euros dès 2010 pour le seul site de Bure. En effet, c'est en 1999 que ce site est retenu définitivement pour l'implantation d'un laboratoire de recherches sur l'enfouissement. Les autres sites sont abandonnés. Le granite de la Vienne est jugé trop fragile et les vigneron du Gard ont commandé une étude d'impact sans équivoque. Ce sera donc Bure, commune de 90 âmes aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne, avec la complicité d'élus achetés par les subventions qui feront fi des oppositions.

En 2016 les militants obtiendront de nouveau gain de cause en faisant stopper juridiquement des travaux entrepris par l'Andra sans autorisation et en détruisant le chantier. Malgré les risques démesurés et l'opposition massive au projet, l'État s'entête et est prêt à tout pour imposer le projet (voir à ce sujet la Tribune sur la répression du mouvement en pages 7 et 8). L'industrie nucléaire a besoin de faire croire à une solution pour pouvoir continuer et relancer ses activités. Depuis 2017, la répression contre les militants s'intensifie d'ailleurs fortement.

Un second laboratoire serait en projet et l'Andra cherche un site granitique. En janvier 2000 le Réseau "Sortir du nucléaire" dévoile une liste des quinze sites favorables. La Coordination nationale des collectifs contacte tous les sites, envoie de l'information et des opposants sur place. Tous les projets seront abandonnés.



Ci-contre : 1990 - BOURG, DIRE

La lutte se concentre alors entièrement à Bure et se relocalise. En 2004, la Maison de la résistance est achetée et en 2005 a lieu le premier débat public sur les déchets radioactifs. Les conclusions sont claires : l'enfouissement ne doit pas se faire et d'autres options doivent être examinées. Pourtant en 2006 la loi retient l'enfouissement comme unique option et invente la "réversibilité" pour contourner l'opposition. Ce concept tend à faire croire à la population que l'on pourra retirer l'ensemble des déchets du site lorsqu'une hypothétique meilleure option technique sera trouvée pour les traiter ou les stocker.

Force est de constater que depuis les années 60 et le début du programme nucléaire français l'État est allé d'échec en échec. Et aujourd'hui, en l'absence de solutions, on entrepose à La Hague, à Marcoule ou Cadarache, ainsi que sur les sites de production. Et c'est sans parler de tous les autres déchets "moins radioactifs". En tout, l'Andra recense plus de mille sites où sont conservés, de manière plus ou moins légale, avec ou sans conditionnement, des déchets radioactifs en France.

Laura Hameaux & Anne-Lise Devaux

Les photographies de cet article sont toutes extraites du livre : "Notre colère n'est pas réversible" par le collectif Burestop 55. Consultable sur leur site. : burestop.free.fr

Tribune collective

pour mettre fin à la répression à Bure

Nous publions ici la tribune du 19 octobre 2018 au sujet de la répression que subissent les militants de Bure.

De nombreuses organisations nationales et régionales, collectifs et personnalités publiques se sont joints à cette tribune des associations, collectifs et habitant-es en lutte contre la poubelle nucléaire CIGEO, pour mettre fin à la criminalisation de la lutte à Bure et des autres mobilisations et espaces d'opposition en France, construire une résistance à cet effet et en finir avec la peur et le silence.

Bure est devenu un gigantesque laboratoire répressif. Asphyxier ce combat légitime contre l'ordre nucléaire est un test pour mieux réprimer les autres luttes à l'avenir. Nous sommes tous-tes concerné-e-s.

Nous, associations nationales et locales, collectifs, comités, personnalités, dénonçons la politique de criminalisation et de répression systémique qui s'abat sur les opposant-e-s à la poubelle nucléaire CIGEO à Bure depuis plus d'un an et demi. Pour détruire ce mouvement de résistance vieux de 25 ans, il y a déjà eu plus d'une cinquantaine de procès. Des centaines de mois de sursis distribués. Près de 2 ans de prison ferme. 26 interdictions de territoire. 7 personnes interdites de se voir et rentrer en relation, et ce pour des années, dans le cadre d'un contrôle judiciaire dans une instruction pour "association de malfaiteurs". Des milliers d'euros d'amende. Une vingtaine de perquisitions réalisées en Meuse, à Paris, en Isère. Une trentaine de gardes à vue - dont celle, le 20 juin 2018, de l'avocat Maître Étienne Ambroselli. Un escadron de gendarmes mobiles installé sur place depuis l'été 2017. Chaque jour, depuis plus d'un an, les habitant-e-s de Bure et autour sont suivis, fichés, filmés, et contrôlés, et parfois à plusieurs reprises en l'espace de quelques heures.

*Ce mardi 16 octobre, dans l'enceinte du tribunal de grande instance de Bar-le-Duc une nouvelle atteinte aux droits de la défense a eu lieu, un nouveau pas franchi dans la répression. **Ce matin-là, parmi d'autres procès, le tribunal a jugé en absence et par défaut le militant et journaliste Gaspard d'Allens. Pourtant ce dernier n'a jamais été informé qu'un procès le concernait. Il ne savait pas qu'il y avait des accusations portées contre lui. Il n'a donc pas pu préparer sa défense ni choisir un avocat.** Néanmoins, il a quand même été jugé : au mépris des garanties les plus élémentaires des droits de la défense.*

Le procureur Olivier Glady a expliqué devant une assistance et des avocats outrés qu'il lui avait envoyé une convocation à une adresse à Paris. Or cela fait 5 ans que Gaspard n'y habite plus et le procureur le savait pertinemment. Gaspard est domicilié à Mandres-en-Barrois, à proximité de Bure, où il a été filmé durant des semaines presque

quotidiennement par les gendarmes. Le procureur a pourtant affirmé qu'il était "radicalement introuvable".



Mais qui à Bure pourrait encore être "introuvable" alors qu'une surveillance généralisée traque les opposants à CIGEO ? Qu'entre 15 et 50 téléphones sont sur écoute de façon ponctuelle ou permanente ? Que les communications sont espionnées et les déplacements traqués ? Que toutes les amitiés qui sont nées au coeur de cette résistance sont soupçonnées de relever d'une "association de malfaiteurs" à finalité criminelle ? Des millions d'euros d'argent public sont dépensés pour traquer les opposants, et le Parquet n'aurait pas pu actualiser son adresse de résidence ?

Depuis le mois de juin 2017, dans le cadre d'une instruction judiciaire pour "association de malfaiteurs", une "cellule Bure", basée entre Nancy et Commercy, fait travailler à temps plein entre 5 et 10 officiers de police judiciaire. Leur mission : enquêter et consigner toute la vie des opposants dans des milliers de procès-verbaux. Un seul but : surveiller et détruire le mouvement de lutte par l'asphyxie policière et judiciaire.

Avec une autre personne, Gaspard a été accusé d'avoir fait opposition "par violence ou voie de fait" le 23 janvier 2017, aux travaux publics de l'ANDRA dans le bois Lejuc occupé. Le procureur

Nous ne serons pas les prochain-e-s sur la liste ! Nous refusons de céder à l'intimidation !

Près de 2 ans de prison ferme. 26 interdictions de territoire. 7 personnes sous contrôle judiciaire. 15 et 50 téléphones sur écoute.

Retrouvez la liste de tous les signataires sur www.sortirdunucleaire.org/Plus-de-100-organisations-et-personnalites

Vous pouvez continuer à signer cette tribune en prenant contact : soutienburerepression@riseup.net, en veillant à préciser pour les organisations : le nom et la fonction et pour les personnalités publiques : le nom, le prénom et la fonction dans l'objet du mail.

réclame 3 mois de sursis simple. Une peine devenue classique pour quiconque refuse l'ordre nucléaire en Meuse. Gaspard s'est interposé physiquement quelques minutes devant un bulldozer. Mais où est la "violence", puisqu'à cette époque, le 30 janvier 2017, le chef de chantier de l'Andra, Emmanuel Hance versait de l'huile inflammable sur des opposants accrochés à une barricade ?

Cette violation évidente des droits de la défense n'est qu'une goutte d'eau de la politique de karcher répressif qui vise à "nettoyer" intégralement toute forme de contestation à Bure. Le 16 octobre, six nouveaux procès absurdes ont également eu lieu, principalement pour des "outrages" générés par le climat de militarisation irrespirable qui s'est installé dans le sud-Meuse. Trois mois de prison ferme ou avec sursis ont été requis en fonction des cas.

D'étranges pratiques s'installent en Meuse. Que penser d'un tribunal où les gendarmes mobiles encadrent les arrivées et les départs à chaque procès concernant Bure, et finissent régulièrement par vider la salle d'audience ? Quelles conclusions devons-nous tirer lorsque des avocats commis d'office refusent de se déplacer pour assister certaines personnes gardées à vue à Bure ? Comment juger le fait que l'avocate de l'Andra, Carine Bourrel, soit également la bâtonnière de la Meuse ? Que devons-nous conclure lorsqu'en garde à vue un officier de police judiciaire appelle le juge d'instruction M. Le Fur par son prénom, "Kevin", lorsqu'elle lui passe des coups de téléphone ?

Nous dénonçons fermement la mise en place depuis 2 ans en Meuse d'un système mafieux qui ne dit pas son nom, où les libertés fondamentales et les droits de la défense sont chaque jour piétinés. Au nom de l'avancée forcée d'un projet nucléaire démentiel qui ne présente aucune garantie de sécurité et de faisabilité. Au nom de la destruction d'un mouvement de lutte pluriel pour commencer les travaux imminents de CIGEO. Au nom de la mise en place d'un laboratoire répressif servant d'expérimentation pour mieux neutraliser de futures luttes.

Fait tout aussi inquiétant, cette répression massive s'installe également partout ailleurs en France et dans le monde, dans les mouvements sociaux, les quartiers, les luttes migratoires, les luttes territoriales et environnementales... Nous ne devons pas rester silencieux ni courber l'échine par peur d'être les prochain-e-s sur la liste.

Nous appelons à densifier partout les solidarités et à ne pas nous laisser enfermer dans l'isolement. Nous ne serons pas les prochain-e-s sur la liste ! Nous refusons de céder à l'intimidation !

Coordination Stop CIGEO : CEDRA, EODRA, Habitants Vigilants de Gondrecourt-le-Château, Habitants Vigilants de Void-Vacon, des habitant-e-s de Bure et des environs. Burestop 55, Meuse Nature Environnement et Mirabel Lorraine Nature Environnement.

Hommages

Jean-Pierre Remmele, un opposant de la première heure à Cigéo



© Le Républicain Lorrain

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de Jean-Pierre Remmele le 27 octobre 2018. Ancien maire de la commune de Bonnet, près de Bure, Jean-Pierre était l'un des rares élus locaux à s'être opposé au projet Cigéo, notamment en faisant voter son conseil municipal

contre l'enfouissement des déchets radioactifs sur le sol de la commune. Cela lui avait d'ailleurs valu des mesures vexatoires de la part des autorités, qu'il avait régulièrement l'occasion d'évoquer.

Il avait également dénoncé les sommes importantes versées aux communes pour acheter les consciences, un acte courageux dans une région où l'Andra est devenu le sponsor incontournable pour quiconque veut mener des travaux de patrimoine ou financer un projet culturel.

Ces dernières années, Jean-Pierre menait un travail de veille important et continuait à soutenir l'ensemble des opposants. Nous saluons son engagement, sa droiture et son courage. Nos pensées vont à sa famille et ses proches, que nous souhaitons assurer de notre soutien.

Fulcieri Maltini, un expert nous a quitté



DR

Fulcieri Maltini nous a quitté à la fin du mois d'octobre 2018, à 86 ans. Figure de la lutte antinucléaire, actif au niveau international comme au sein du collectif Sortir du nucléaire Aude, il restera longtemps présent dans nos mémoires. Notre association tient, à l'instar de nombreux autres individus et collectifs,

à saluer son engagement militant et son infaillible détermination. À l'origine travaillant dans l'industrie nucléaire, Fulcieri a fait partie des très rares ingénieurs, qui après l'accident de Tchernobyl, ont eu le courage de revenir sur leurs opinions. Comme le dit Philippe de Rougemont : "Avouer publiquement "J'y ai cru et j'ai eu tort" requiert une qualité très rare, quand le prix à payer est aussi grand : perte d'amis, gens qui vous tournent le dos au lieu de vous soutenir, perte d'emploi et de mandats."

Courage et opiniâtreté, voilà ce qui sera, pour nous, éternellement associé à Fulcieri Maltini. Nos condoléances vont à sa famille et à tous ses proches. Nous sommes touchés et émus par sa perte. Mais au delà de ses travaux et écrits, l'exemple qu'il a donné en restant actif jusqu'à la fin, son honnêteté intellectuelle, sa droiture et son courage ont de quoi inspirer tous ceux qui l'ont côtoyé. Adieu Fulcieri, et merci.

Et si la terre tremble ?

L'accident nucléaire de Fukushima a eu lieu à la suite d'un tremblement de terre au large du Japon et du tsunami qui en a découlé. Une partie de la France est en zone sismique et parmi ses 58 réacteurs nucléaires plusieurs sont susceptibles d'être touchés par un séisme, notamment dans le sud-est. Mercredi 21 novembre 2018, un tremblement de terre de magnitude 4,2 sur l'échelle de Richter a eu lieu dans l'Ain. La secousse aurait fait trembler maisons et mobiliers. Le séisme a été ressenti à Lyon et à Mâcon. Mais que se passerait-il pour les centrales nucléaires françaises si la terre tremblait ?

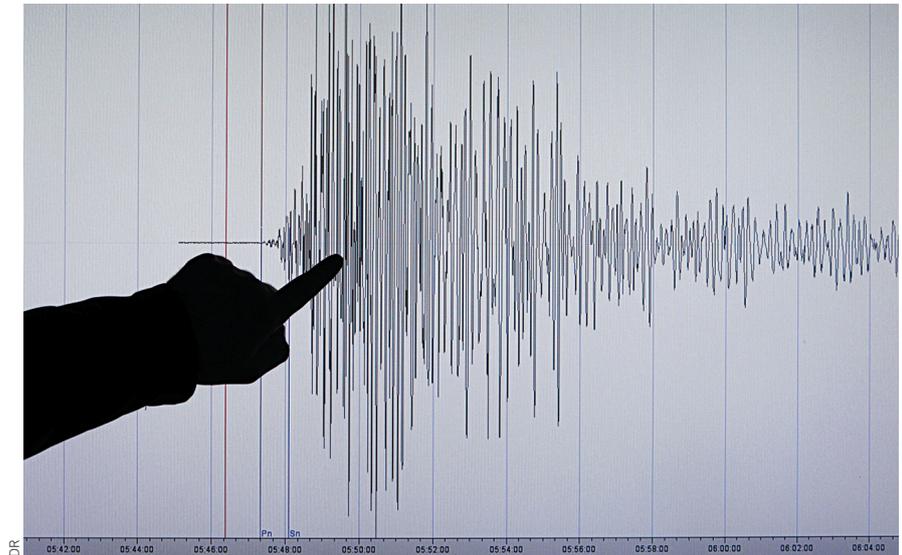
Dans une centrale nucléaire certains matériels doivent résister à un tremblement de terre pour éviter un accident majeur de type Fukushima. Ces équipements sont essentiels pour maintenir la sûreté des installations (alimentations électriques, refroidissement, etc.). Ventilations, câbles électriques, raccords de tuyauteries... les études de tenue au séisme conduites par EDF ne cessent de révéler de nouvelles anomalies, plus ou moins graves, concernant différents réacteurs. Mais bon nombre d'autres circuits et équipements qui ne sont pas qualifiés comme importants pour la sûreté — et qui ne sont pas dimensionnés pour résister aux séismes — pourraient, s'ils cédaient, venir entraver le fonctionnement des systèmes qui eux le sont. C'est le sens de la démarche "séisme-événement" menée actuellement par EDF.

C'est dans le cadre de ces études que l'exploitant a déclaré le 23 novembre 2018 qu'en cas de séisme, des passerelles adjacentes aux bâtiments réacteurs s'effondreraient. Ces passerelles pourraient alors endommager les équipements qu'elles surplombent, notamment les tronçons des tuyauteries de l'alimentation en eau des générateurs de vapeur (lignes ARE) et des tuyauteries principales d'évacuation de la vapeur (lignes VVP) situés à l'extérieur du bâtiment réacteur. Et ces "défauts" sont génériques : ils affectent 15 réacteurs de 1300 MWe à Belleville, Cattenom, Flamanville, Golfech, Paluel, Penly et Saint-Alban. En perdant le fonctionnement des générateurs de vapeur c'est non seulement le circuit secondaire mais aussi le circuit primaire qui seraient menacés, et donc la fonction de refroidissement du combustible nucléaire.



© Kokuen

Mais ce n'est pas tout ! Deux jours auparavant l'exploitant revenait sur une autre anomalie générique, déclarée précédemment, qui conduirait à la perte



DK

d'alimentation électrique de secours de plusieurs réacteurs en cas de séisme. L'histoire de ce problème est plus longue mais fort intéressante.

Cela commence en mars 2017 quand EDF détecte une insuffisance de tenue au séisme sur un système auxiliaire des diesels de secours à la centrale nucléaire de Golfech, puis sur dix autres réacteurs (2 à Belleville, 4 à Cattenom, 2 à Golfech, 2 à Nogent et 2 à Penly). Le 20 juin 2017, EDF déclare un événement significatif pour la sûreté de niveau 2 sur l'échelle Ines¹ affectant les 20 réacteurs de 1300 MWe. L'exploitant a constaté des défauts sur les structures métalliques qui supportent les vases d'expansion du circuit de refroidissement. Mais il a également détecté des défauts sur les ancrages d'autres équipements auxiliaires des moteurs diesels. Parce que ces systèmes nécessaires au fonctionnement des moteurs électrogènes sont mal fixés, les diesels pourraient ne plus marcher. Or les groupes électrogènes sont censés assurer la production électrique en cas de défaillance des alimentations externes, qui peuvent notamment être provoquées par un séisme. L'alimentation électrique de secours de ces réacteurs nucléaires ne serait alors pas assurée. Les centrales concernées sont de nouveau Belleville, Cattenom, Golfech, Nogent et Penly mais également Flamanville, Paluel et Saint-Alban.

Le feuilleton continue en octobre 2017, puis en janvier et en avril 2018. Chaque fois l'exploitant annonce de nouveaux réacteurs concernés par ces anomalies. Ce sont ainsi tous les réacteurs de la

Les études de tenue au séisme ne cessent de révéler de nouvelles anomalies.



© TEPCO

centrale du Bugey, ceux de Fessenheim ainsi que 2 réacteurs de Gravelines et 2 réacteurs de Tricastin qui s'ajoutent à la liste des réacteurs concernés. L'anomalie est classée au niveau 1 pour Gravelines et Tricastin.

Notes :

1 : Utilisée au plan international depuis 1991, l'échelle INES (International Nuclear Event Scale) comporte 8 niveaux, de 0 à 7. Les niveaux 1 à 3 correspondent à des "incidents", les niveaux 4 à 7 à des "accidents". Lorsque nous mentionnons les niveaux dans cet article, ils font tous référence à cette échelle d'évaluation.

2 : Dans un communiqué, en date du 21 novembre 2018, le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonçait cette situation.

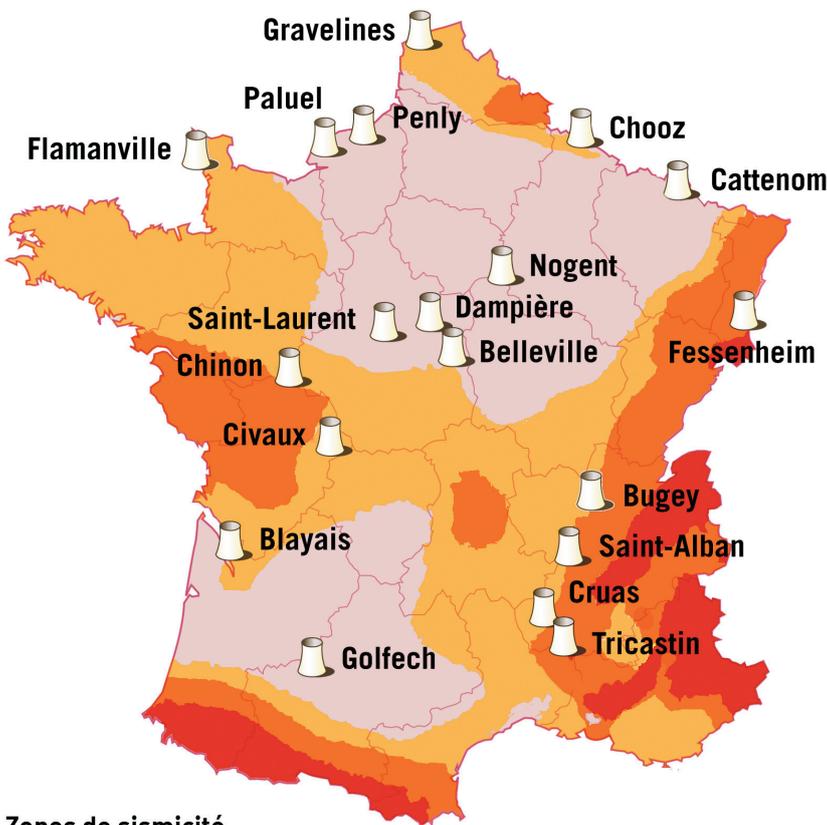
Enfin, le 20 novembre dernier, après des contrôles sur l'ensemble du parc nucléaire, EDF annonce une "mise à jour" de la déclaration initiale du 20 juin 2017. Pour certains réacteurs, les défauts sont bien avérés sur les deux diesels de secours. Pour d'autres, un seul des deux diesels est affecté. L'exploitant liste alors les réacteurs concernés pour chaque cas. Mais surprise ! À la liste des réacteurs déjà couverts par la déclaration initiale et ses extensions s'en ajoutent de nouveaux. Au total ce ne sont pas moins de 14 nouveaux réacteurs qui rentrent dans le périmètre de la déclaration d'anomalie générique significative pour la sûreté (4 au Blayais, 3 à Chinon, 1 à Dampierre, 4 autres à Gravelines, et 2 à Saint-Laurent). Selon le nombre de diesels et le système auxiliaire affectés, les conséquences sur la sûreté sont plus ou moins graves. Pour certains réacteurs, les anomalies relèvent du niveau 2 (défaillance importante pour la sûreté), pour d'autres du niveau 1 ou niveau 0. Au total, ce sont 44 des 58 réacteurs français concernés par le risque de perte d'alimentation électrique de secours en cas de tremblement de terre (29 au niveau 2, 9 au niveau 1, 6 au niveau 0). Et qui dit perte d'alimentation électrique d'un réacteur nucléaire dit accident majeur.

Pour en savoir plus et suivre ce dossier connectez-vous sur www.sortirdunucleaire.org/Surete-des-installations-francaises-et-si-la-terre-tremble



© Réseau Sortir du nucléaire

La France nucléaire et sismique



Zones de sismicité

- 1 (très faible) 2 (faible)
- 3 (modérée) 4 (moyenne)

Au-delà de ces anomalies génériques qui constituent de sérieuses failles en terme de sûreté et en dehors des situations particulières que représentent les séismes, l'état général du parc nucléaire français a de quoi inquiéter. La plupart des matériaux utilisés pour la construction des réacteurs ont été prévus pour une durée de vie et des niveaux d'utilisation qui pour beaucoup vont être dépassés, voire le sont déjà. Une enquête de Mediapart publiée en septembre 2018 révèle que plus d'un tiers des réacteurs nucléaires français subissent une sollicitation excessive de leurs circuits. Ces sollicitations excessives peuvent amoindrir la robustesse des équipements et augmenter leur risque de rupture de manière générale, et à plus forte raison lors d'un tremblement de terre. Un article de Mediapart du 8 novembre dernier faisait également le point sur l'application par EDF des mesures post-Fukushima. L'exploitant, responsable de la sûreté de ses installations, n'a pour l'instant installé que deux diesels d'ultime secours, alors qu'il devait en pourvoir chacun des réacteurs français avant la fin de l'année 2018 (exceptés ceux de Fessenheim)². Il lui en reste donc 54 à installer. L'Autorité de sûreté nucléaire propose de repousser l'échéance à juin ou décembre 2019, voire même jusqu'à mi 2020 pour certains, soit jusqu'à un an et demi après la date à laquelle la mesure aurait dû être déployée. En contrepartie, EDF devra présenter un plan d'action pour renforcer la fiabilité des diesels actuels. Ce qui, aux vues de ce que nous avons signalé plus haut, semble bien mal engagé.

Laure Barthélemy

Pourquoi et comment agir contre les transports radioactifs ?

Les installations nucléaires étant disséminées sur tout le territoire, l'industrie de l'uranium génère chaque jour des transports à haut risque. De l'extraction du minerai jusqu'aux installations de stockage, l'uranium suit un dangereux périple, dans le plus grand secret. Chaque année, pour les besoins de l'industrie nucléaire, la France, est traversée par 19 000 transports radioactifs¹ (train, camion et bateau), soit 114 000 "colis". Ces convois quotidiens tissent une toile qui n'épargne aucune région française. L'uranium va ainsi être transporté six fois et transformé cinq fois, avant même son utilisation dans les réacteurs. Et c'est sans compter les transports des déchets de toute sorte, produits à chaque étape de la chaîne nucléaire. Nous ne pourrions être exhaustifs ici mais nous vous invitons à consulter les dossiers à ce sujet sur notre site internet.

Un trafic incessant

Au sortir de la mine, l'uranium est transporté par camion jusqu'aux ports des pays producteurs pour rejoindre le Havre (76), Fos-sur-Mer (13) ou l'Allemagne (Hambourg ou Bremerhaven) par bateaux. Il est ensuite acheminé par trains vers l'usine Comurhex Malvézi (34) à quelques pas de Narbonne. Puis il rejoint par rail le site du Tricastin (26), pour finalement être conditionné à l'usine de Romans-sur-Isère (38). Le combustible est ensuite envoyé vers les 58 réacteurs français. On compte ainsi 400 transports par an de combustible neuf à base d'uranium et une cinquantaine de transports de combustible neuf MOX².

Les déchets produits à chaque étape sont transportés par la route ou par le rail vers des centres d'entreposage, de stockage ou vers l'usine de retraitement de La Hague (50) dans des conteneurs appelés CASTOR³. On dénombre environ 200 transports de ce



type par an. Après "retraitement", certains déchets restent sur place. Mais une fois traités et vitrifiés, les déchets étrangers repartent et l'uranium issu du retraitement et une partie du plutonium reprend la route. Chaque semaine, deux ou trois convois de cette substance extrêmement toxique traversent la France pour rejoindre l'installation MELOX, dans le Gard, pour servir à la fabrication du MOX.

Et chaque étape de la transformation de l'uranium ou du retraitement du combustible va elle aussi entraîner la production de tout un tas de déchets radioactifs et chimiques. Certains restent sur leur site de production, en attendant d'une hypothétique solution, les autres vont, à leur tour, être transportés vers des sites d'entreposage ou de stockage. Ce sont par exemple plusieurs camions de déchets dits de faible activité qui quittent le site de la Hague chaque début de semaine pour rejoindre le département de l'Aube.

Des transports dangereux et secrets

Ces convois sont plus ou moins radioactifs. Lors de ces va-et-vient, ni la sécurité de la population ni la protection de l'environnement ne sont garanties. Par exemple, les convois de combustibles usés émettent des rayonnements importants malgré le blindage des CASTOR. Alors qu'en Allemagne, les agents assurant la sécurité des convois ont l'interdiction de s'approcher à moins de sept mètres des CASTOR, ou qu'en Belgique, les élus locaux sont informés quelques heures avant le passage des convois, aucune mesure similaire n'existe en France.



19 000 transports radioactifs par an soit 114 000 "colis".

Notes :

1 : Si on inclut l'industrie hors nucléaire et le nucléaire médical : environ 770 000 transports de substances radioactives ont lieu chaque année en France. Cela correspond à environ 980 000 colis de substances radioactives.

2 : MOX : Le combustible MOX est un combustible nucléaire à base d'oxyde mixte d'uranium et de plutonium. Son utilisation dans des réacteurs nucléaires de production d'électricité a débuté à l'étranger dans les années 1970. Il est utilisé en France depuis 1987.

En 2017, sur les 58 réacteurs français, 22 réacteurs nucléaires d'EDF utilisent ce combustible. 24 réacteurs sont autorisés à l'utiliser. Il est plus radioactif et dangereux.

3 : CASTOR : Cask for storage and transport of radioactive material.



Pourtant, les relevés de radioactivité sont éloquentes. Lors d'un dépassement de camion la radioactivité mesurée par la CRIIRAD, dans la voiture est jusqu'à 47 fois plus élevée que la normale. L'Autorité de sûreté nucléaire relève encore 2 à 4 fois plus de radioactivité que la normale après la décharge des fûts sur un bateau en provenance du Niger. Et que dire de cette mesure réalisée par la CRIIRAD, où la terre exposée à la suite d'un accident au Niger se révélait 1 000 à 10 000 fois plus radioactive que la normale ! Ces transports sont un vrai danger.

Blocage d'un transport avec un tripode.



Officiellement, la politique de gestion des matières et des déchets radioactifs s'établit selon un plan de "mesures de transparence et de démocratie"... En matière de transport nucléaire, ni les élus locaux ni les citoyens ne sont informés, et pourtant lorsqu'un train de déchets traverse une gare, les cheminots sont exposés aux radiations... tout comme les usagers. On pourra retenir l'exemple de la plate-forme de Void-Vacon, filiale d'Areva, installée depuis 2009, conçue à l'origine pour le transport de pièces neuves à destination des chantiers d'ITER et Georges Besse II qui est devenue "une aire de repos" pour des camions chargés de matières radioactives sans que la population ne soit tenue au courant ou les services de secours informés ou formés à une intervention d'urgence. Le lobby nucléaire justifie cette opacité par la prévention du risque terroriste...

Agissons contre ces transports

Peu de régions sont épargnées par ces convois, certaines sont de véritables corridors, comme la vallée du Rhône, l'Île-de-France ou encore la Normandie. Et les projets de piscine centralisée, de Cigéo, ou d'EPR ne feraient qu'ajouter des transports à cette liste déjà bien trop longue. Ces transports sont si réguliers et si nombreux, qu'ils en deviennent une faille. S'y opposer, c'est mettre des bâtons dans les



roues du système nucléaire. Mais c'est également un puissant levier pour mobiliser localement la population en partant de problématiques importantes : la santé par les risques encourus et l'absence d'information. Le débat bidon sur la gestion des déchets qui pourrait commencer en février, le début des travaux préparatoires liés aux transports de Cigéo, un transport de déchets allemands probablement à la fin de l'année, en 2019, les occasions seront nombreuses de se mobiliser. Les manières d'agir sont variées et ce rapide inventaire des actions déjà mises en place par le passé pourra vous donner des envies ou des idées pour agir.

Organiser un rassemblement, des flash-mob, die-in ou écrire aux autorités...

Être présent devant les gares, distribuer des tracts aux usagers, coller des affiches, organiser un flash-mob ou un die-in symbolique peuvent être un premier pas dans l'action pour informer la population.

Écrire aux élus ou au préfet peut s'avérer utile pour les informer du passage du convoi sur le territoire d'une commune ou pour demander que soient rendues publiques les informations relatives à ce transport.

Ni la sécurité de la population ni la protection de l'environnement ne sont garanties.



Organiser une vigie

Les transports étant réalisés en secret, l'organisation de vigies permet de collecter des informations essentielles sur la fréquence, les horaires et trajets précis, la composition des convois, et ainsi les mettre en lumière et diffuser des informations cachées aux élus et aux populations. Munies d'un appareil photo, d'un papier, d'un stylo et d'une montre les vigies relèveront la plaque ou l'autocollant indiquant la radioactivité ainsi que le numéro à 4 chiffres en bas de la plaque orange ; prendront des photos et noteront le lieu, la date et l'heure de visualisation du convoi. Pendant plusieurs années, une "cellule de vigilance" est restée en alerte au Réseau "Sortir du nucléaire" afin d'assurer le suivi de nombreux convois et de faire le lien avec les vigies, les militant-e-s et les médias, et en alimentant en direct notre site web et un fil Twitter avec les informations et les images transmises. Le suivi de ces convois créait de belles dynamiques entre différents groupes et militant-e-s qui ne demandent qu'à être réactivé !



Identifier un transport.



Organiser le blocage d'un train ou d'un camion

Le blocage des transports – qui ne s'improvise pas ! – est une autre manière parfois utilisée pour les rendre visibles, démontrer que leur sécurité n'est pas fiable, alerter les élus locaux peu ou pas du tout informés. Ces opérations imposent à la fois une préparation technique et une réflexion approfondie sur l'action elle-même afin de préserver la sécurité des militant-e-s et de se préparer aux éventuelles conséquences juridiques ou physiques, liées aux interventions policières parfois violentes. Récemment le collectif Stop-Uranium s'est illustré par ce type d'action. On peut citer l'action du 15 avril 2017 pendant laquelle il a investi les rails avec un tripode à Narbonne pour bloquer un train de 13 wagons émettant près de 6 000 GBq. Ou encore l'action du 12 septembre 2013, où une quarantaine de militants a bloqué un camion chargé de tétra fluorure d'uranium avec une voiture et des militants enchaînés devant le convoi. Des tracts expliquant les risques liés aux transports et à l'usine Comurhex étaient distribués aux automobilistes. En s'approchant à un mètre du convoi, on mesurait 2 800 nanoSieverts/heure et au contact du container, 7 200 nanoSieverts/heure, soit 120 fois la radioactivité naturelle ! En juin 2013, les blocages simultanés de l'usine Areva Malvési (maintenant Orano Malvési) et de l'usine Comurhex Pierrelatte ont permis dans la Drôme de rencontrer le Préfet qui jusque-là avait fait la sourde oreille aux demandes de rendez-vous des militants.



Un train CASTOR a déraillé.

Transports de Cigéo : Un train peut en cacher un autre

Cigéo c'est le projet fou d'enfouir à 500 mètres sous terre les déchets radioactifs les plus dangereux dans l'est de la France. À l'heure actuelle, ces déchets sont disséminés à plusieurs endroits du territoire en attente d'une hypothétique solution. Si Cigéo se fait, ils devront être transportés, au mépris des risques et dans le plus grand secret...

60 à 100 convois hautement radioactifs traverseraient ainsi le pays chaque année, pendant 100 ans pour rejoindre leur destination finale. Si on laisse faire, ce trafic à haut risque pourrait débuter dès 2025.

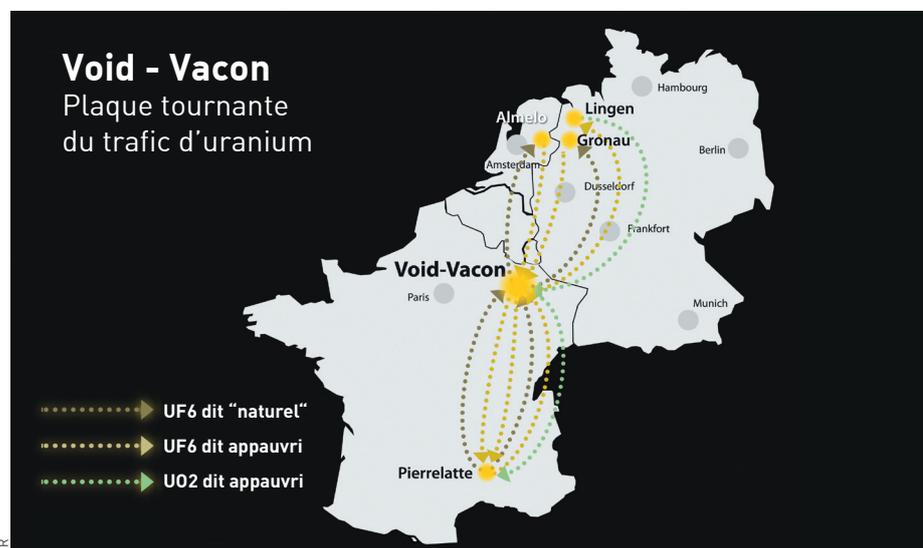
Localement, l'ANDRA se prépare déjà à acheminer ces déchets, ainsi que les matériaux qui serviraient à la construction du projet : aménagement de l'existant, nouvelles routes, ponts et voies ferrées, va-et-vient incessants de camions, engins de chantiers et de transports de la terre excavée.

Si Cigéo se fait, c'est dès demain, et bien avant le moindre convoi de déchets radioactifs, que les nuisances vont arriver et que toute une partie de la Meuse et de la Haute-Marne va être transformée pour accueillir un chantier titanesque. Fin 2018, des travaux préparatoires ont par exemple déjà été repérés sur d'anciennes portions de voies ferrées. Comme d'habitude, l'opacité est de mise et l'ANDRA est loin de répondre aux questions et craintes justifiées de la population. À l'invitation des associations locales, le Réseau "Sortir du nucléaire" a donné deux conférences en décembre sur le sujet, pour contrer l'absence d'information et mobiliser la population.

Vous avez envie de vous lancer ? Contacter le Réseau "Sortir du nucléaire" pour quelques conseils, un soutien ou une formation sur cette question cruciale des transports.

Y'a plus qu'à !

Laura Hameaux et Anne-Lise Devaux



Cécile Lecomte, écureuille pacifiste et antinuk

Notes :

1 : Concentré uranifère utilisé comme matière première pour la fabrication de combustible nucléaire.

2 : Révolution de Graswurz.

3 : Fondation du Mouvement.

Au-dessus des rails, dans les arbres, sur les ponts ou les immeubles, elle grimpe ! Malgré une polyarthrite chronique (inflammation des articulations), à 37 ans, voici près de quinze ans que cette ancienne championne de France d'escalade allie passion et militantisme, et pratique le rappel comme blocage non-violent. En Allemagne, où elle vit, celui-ci lui vaut d'être sans cesse menacée d'"arrestation préventive".

Quelques actions de l'écureuille

Occupation d'arbres

Septembre 2007, contre l'extraction de lignite à Lakoma, à Cottbus.

En 2008, contre l'agrandissement d'un aéroport à Kelsterbach.

2016 et 2017, contre le centre de recherche nucléaire Cigéo à Bure.

Acrobaties aériennes contre les transports nucléaires

En 2008, bloque pendant deux heures deux trains de déchets d'uranium à Burgstorf.

En 2010, contre le transport Castor à Gorleben et en 2011 près de Fulda.

En 2012, blocage d'un navire-canal qui devait transporter un générateur de vapeur de la centrale nucléaire d'Obrigheim à l'arrêt, en passant par le canal de Dortmund-Ems, à Lubmin.

En 2014, actions et barrages contre le traitement de l'uranium dans le port de Hambourg.

Avril 2016, blocage d'un train de concentré de minerai d'uranium à Buchholzer Bahnhof.

Le 28 juin 2017, contre les Neckar Castors.

Actions sur le terrain contre les OGM

En 2008, destruction d'un champ de maïs OGM de la société Monsanto.

En 2011, contre la conférence du lobby du génie génétique à Üplingen [59].

Antimilitarisme

En 2008, elle s'enchaîne aux voies ferrées pour empêcher un transport militaire à Husum [62].

En 2017, escalade d'un immeuble de Lunebourg contre la Bundeswehr.

Consumérisme

En janvier 2009, escalade des façades à la Deutsche Bank contre le gaspillage.

En mars 2015, escalade lors des manifestations Blockupy à Francfort-sur-le-Main.

Le 1^{er} septembre dernier, pendant que, sur le plancher des vaches, des militants brandissent des banderoles, deux écureuilles descendent en rappel d'un pont d'autoroute culminant à plus de cent mètres au-dessus de la ligne Colence — Trèves (Allemagne). En gare de Coblenche, le train parti de Hambourg à destination de Narbonne doit patienter durant sept heures avant de repartir, le temps que police et pompiers délogent les trouble-fête. Il transporte treize conteneurs de *yellow cake*¹ et, s'il continue sa route, l'écureuille et les siennes ont atteint leur but : rendre visibles ces transports secrets.

Après quelques manifestations et enchaînements aux rails qui lui permettent de mesurer l'ampleur de la répression policière, Cécile Lecomte fait la rencontre en 2004 de membres de l'association allemande Robin Wood, prônant l'action directe et non-violente avant tout, en particulier par l'escalade. Une révélation. Légalement, rien n'interdit de manifester au-dessus de quatre mètres quatre-vingts... "La police, d'abord impuissante face aux actions aériennes, a fini par former ses propres troupes".

Chaise roulante, perte d'emploi ou détention préventive, rien ne l'arrête !

Pourtant, les obstacles ne manquent pas. Les pieds très touchés par la polyarthrite, Cécile ne peut "guère marcher plus d'un quart d'heure". Lors des crises, les douleurs sont décuplées. Elle se déplace en chaise roulante. Mais, native d'Épinal, elle continue de skier, constatant chaque année le recul des glaciers, plus que jamais décidée à poursuivre un combat qui ne se borne pas au nucléaire.

D'abord professeur au lycée français de Lunebourg, ses actions trouvent grand écho dans la presse. Les chefs d'établissement apprécient peu d'être contactés par la police politique en filature, qui demande ce que fait cette militante en salle des profs... Exit le professorat. Cécile, handicapée à 80% et désormais rédactrice au



© Urantransport

mensuel *Graswurzrevolution*², devient activiste à plein temps et reçoit un soutien financier régulier dans le cadre d'un programme de la *Bewegungsstiftung*³. Elle écrit, enchaîne les conférences sur son expérience de militante.

Dans les services de renseignements intérieurs, les pages de rapport s'empilent. Très surveillée, l'écureuille fait l'objet d'une pression permanente. En Allemagne, la *Lex Chaos Tage* permet à la police de prononcer des interdictions de séjour plus ou moins étendues à l'encontre de potentiels "perturbateurs". Suivant les régions et leurs tendances politiques, ces incarcérations peuvent durer de 4 à 14 jours, dans des conditions pas toujours idéales. D'où le recours en justice de Cécile.

"Il faut être conscient, prévient-elle, que ce qui m'est arrivé peut arriver à d'autres militants, maintenant que la porte est ouverte". La Cour constitutionnelle a reconnu la recevabilité de sa plainte "mais seulement sur la question des conditions de détention. (...) Elle estime donc légal que l'on enferme une personne préventivement, sans jugement, pendant 4 jours, uniquement pour l'empêcher de commettre une infraction légère..."

Marie Gagnard-Volta

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Encore un trimestre bien rempli pour les militants antinucléaires. La compilation présentée ici ne prétend pas être exhaustive mais dresse un aperçu des mobilisations ayant pris place pendant le dernier trimestre de l'année 2018. Pour alimenter cette rubrique, merci d'envoyer vos comptes-rendus et photos d'actions à cette adresse : julien.baldassarra@sortirdunucleaire.fr.

Marches climat : à Paris, les militants antinucléaires affûtent leurs arguments

C'est un des grands défis de l'année qui s'annonce : investir les Marches climat et y être audible. Les militant.e.s présent.e.s dans le cortège parisien du 13 novembre ont livré une belle démonstration. Interpellé par des pro-nucléaires ou par des citoyens qui, se mobilisant contre le réchauffement climatique et les énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre, ne comprenaient pas le sens d'une présence antinucléaire, le groupe est parvenu à répondre : non, l'énergie nucléaire n'est ni propre, ni décarbonée. Et oui, avec des économies d'énergies et les énergies renouvelables, la France a le potentiel de ne plus devoir choisir entre le charbon et l'atome. Mais l'entêtement du lobby et de ses relais politiques dans la fuite en avant nucléaire bloque les opportunités économiques et politiques vers une transition énergétique véritablement écologique.

Munis de tracts, d'infographies et d'autocollants, les participants de la marche parisienne ont déployé arguments et



© SDN 49

est parvenue à gagner sa place dans les Marches climat, avec un message clair et lisible : "ni charbon, ni nucléaire !".

Et pour pénétrer encore plus les Marches climat et augmenter la visibilité de notre message, n'hésitez pas à commander gratuitement les autocollants, l'infographie ou le nouveau tract sur le thème "nucléaire et climat", à cette adresse : www.sortirdunucleaire.org/nucleaire-climat

banderoles pour expliquer pourquoi le nucléaire est une fausse solution au changement climatique. Sur le stand de la place de la République, aux côtés des militant.e.s de Sortir du nucléaire Paris et de celles et ceux de Sortir du nucléaire Maine-et-Loire, les idées ont fusé et les autocollants se sont distribués comme des petits pains. La complémentarité avec le stand voisin d'Enercoop a bien fonctionné. Très vite, une foule s'est regroupée autour du drapeau jaune "Nucléaire ? Non merci !" qui flottait au-dessus du barnum : pour s'informer, pour interroger et pour échanger. À force d'arguments et de pédagogie, la parole antinucléaire

En Ardèche, une journée pour soutenir les opposants à Bure

Depuis le saut sécuritaire opéré par les autorités pour paralyser l'opposition au projet Cigéo à Bure, des initiatives de soutien fleurissent un peu partout en France. Pour répondre aux perquisitions, au dossier d'instruction pour association de malfaiteurs, aux procès iniques et aux contrôles judiciaires, quoi de mieux que des parenthèses festives ? Si le gouvernement veut plomber le mouvement d'opposition à l'enfouissement en l'enfermant dans une réalité menaçante et répressive, ces temps de convivialité sont des bouffées d'oxygène pour les mis.es en examen et pour leurs soutiens.

Ce samedi 13 octobre aux Vans, l'ambiance est joyeuse. La journée est organisée par BZL (Bure zone libre). Après une projection de médias autonomes sur la lutte à Bure, Marie Béduneau donne sa conférence gesticulée "Auto-stop Bure" (voir p. 34). La journée s'achève par des jeux pour les petits, et des concerts pour les grands.

À Blois, SDN41 réalise une action exemplaire

À l'occasion des Rendez-vous de l'Histoire, épisode culturel incontournable



© SDN Berry-Giennois-Puisisay

pour beaucoup d'habitants de la région Centre-Val de Loire, les militants de Sortir du nucléaire 41 ont choisi de frapper fort. Les 10, 12 et 14 octobre, le groupe a mené des actions de sensibilisation dans l'espace public à trois endroits stratégiques. Des happenings, des scénographies, des conférences ? On ne sait plus très bien : les trois à la fois. Le petit groupe a en effet proposé des séquences inédites pour informer les gens sur les risques et les coûts du nucléaire. Mais cette fois-ci, les happenings ont sensibilisé le public sur une multitude de sujets, si bien qu'avec une scénette de quelques minutes, les militants sont parvenus à broser un panorama quasi exhaustif des dangers du nucléaire français. L'EPR de Flamanville et sa cuve fragilisée, les transports radioactifs, le projet Cigéo à Bure, celui de piscine de combustibles usés MOX à Belleville-sur-Loire, l'état réel des 58 réacteurs



© Julien Baldassarra

Au Tricastin, la dénonciation de concertations bidons sur les 900 MW

Le gouvernement et la CNDP ont récemment lancé des "concertations à l'occasion du quatrième réexamen périodique des réacteurs de 900 MW du parc nucléaire français". Co-organisées par les exploitants et les acteurs industriels de la filière (EDF, Framatome et Orano) en partenariat avec les agences de contrôle (Autorité de Sûreté Nucléaire, Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire), ces consultations ressemblent à un simulacre de démocratie. D'abord, on interroge les citoyens non pas sur la prolongation des réacteurs, qui elle est actée en amont bien à l'abri du contrôle populaire, mais sur les modalités des travaux à conduire, en terme de sûreté. Ensuite, les débats sont noyautés par les acteurs de la filière qui ont intérêt à pousser le prolongement des réacteurs. Enfin, les membres des CLI ou des ONG n'ont pas l'opportunité de s'exprimer à la tribune.

C'est pour dénoncer cette mascarade qu'un petit groupe de militants de Stop Nucléaire 26-07 et du Réseau "Sortir du nucléaire" a tenu à être présent au premier round de la Commission Locale d'Information des Grands Équipements Énergétiques du Tricastin, à Portes-lès-Valence, le vendredi 30 novembre. Munis de tracts sur les dangers de la plateforme nucléaire, de banderoles, de panneaux et la bouche recouverte de ruban adhésif pour dénoncer la parole confisquée, les militants ont finalement choisi de ne pas pénétrer dans la réunion publique : avec une salle quasiment vide, la très faible affluence a suffi à démontrer la réticence des citoyens à participer à cette mise en scène sans intérêt.

En 2019, le Réseau "Sortir du nucléaire" va mettre en place une campagne pour contrer la prolongation du parc de réacteurs français et empêcher tout nouveau projet de relance de la filière. Alors restez à l'écoute !



IF NCS ©

français... Mais alors comment ont-ils fait ? En mélangeant les outils, les tonalités et les méthodes, le groupe a réussi à captiver une partie du public. La mise en scène d'abord : les combinaisons, les déplacements, les chorégraphies, tout cela attire l'œil et captive le public. Le discours ensuite, cisailé, factuel et précis, débité dans un mégaphone puissant. À l'aide de grandes photos ou de larges dessins, le groupe a ainsi raconté une histoire au public. Le choix des lieux était lui aussi primordial : dans l'espace public, mais devant des lieux stratégiques où des citoyens faisaient la queue pour rentrer. Cette configuration offre un avantage : le public ne peut pas "s'échapper" : il écoute et regarde l'action en attendant de rentrer et finalement, il y prête une oreille attentive. Cette combinaison des méthodes est une innovation exemplaire : combinées au tractage, les scénographies et les discours démultiplient l'efficacité et la visibilité du message.



© Julien Baldassarra

Que dit le GIEC sur le nucléaire dans son dernier rapport ?

Le 8 octobre 2018, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) a publié un rapport sur les solutions pour rester sous 1,5°C de réchauffement global d'ici à la fin du siècle. Pour les partisans du nucléaire, ce rapport présenterait cette technologie comme "indispensable" pour répondre au défi climatique.

Une telle affirmation révèle une interprétation erronée du rapport et une méconnaissance de son contenu. En réalité, ce texte rappelle que le nucléaire est une option marginale et dispensable. Critique sur les opportunités de développement de cette technologie, il met clairement en évidence ses impacts négatifs.

Pour l'industrie nucléaire, la crise climatique est une opportunité de verdir son image. Chaque année, elle assaille les conférences climatiques, espérant faire bénéficier à cette technologie d'un traitement de faveur au prétexte de ses émissions peu élevées en CO₂. En parallèle, elle finance des expertises pour tenter de démontrer les bienfaits du nucléaire.

De ce fait, elle surveillait attentivement la sortie du dernier rapport du GIEC, qui synthétise les réflexions sur l'enjeu de la limitation du réchauffement à 1,5°C d'ici 2100 et les moyens pour y parvenir.

Le nucléaire n'est pas indispensable pour rester sous 1,5°C de réchauffement

Le chapitre 2 du rapport présente quatre trajectoires-type illustrant des évolutions techniques et sociales possibles pour contenir le réchauffement à 1,5°C. Or ces quatre trajectoires tablent toutes, à des degrés divers, sur un recours accru au nucléaire, qui peut aller jusqu'à +468% en 2050. Pour les partisans de cette technologie, l'affaire est pliée : pour le GIEC, l'atome serait indispensable pour rester sous 1,5°C.



Cette conclusion hâtive prête à tort au GIEC un rôle de prescripteur. De plus, elle est erronée : ces trajectoires constituent en fait des fourchettes médianes par rapport à 80 scénarios. Selon le rapport, plusieurs de ces scénarios permettant de rester sous 1,5°C de réchauffement voient le nucléaire décliner, voire disparaître à la fin du siècle.



© Nuclear Pride

On peut s'interroger sur les postulats des scénarios à forte croissance du nucléaire¹. On notera en tout cas que les trajectoires où celle-ci est la plus forte, qui misent sur un développement de technologies controversées pour éviter un "changement de système", aboutissent au dépassement temporaire des 1,5°C de réchauffement.

Surtout, ces trajectoires ne résument pas le rapport. Nous avons interrogé un de ses co-auteurs, Henri Waisman, chercheur à l'IDDRI², qui précise : "Ces trajectoires sont un point d'entrée pour l'analyse du rôle des technologies dans l'atteinte de l'objectif 1,5°C qui ne prend en compte que certains déterminants, liés essentiellement à des hypothèses de coûts. Pour une évaluation complète des développements technologiques dans l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en perspective ces études de modélisation avec l'analyse des autres chapitres du rapport qui étudient les transformations systémiques d'ensemble et les conditions de faisabilité des différentes options en fonction des dimensions sociales, institutionnelles et environnementales prises dans leur globalité et dans leurs spécificités locales".

Le GIEC relativise le potentiel de développement du nucléaire

De fait, les chapitres suivants du rapport dénotent un certain scepticisme quant à une forte croissance du nucléaire. En parallèle, ils soulignent les perspectives promises aux alternatives énergétiques. La comparaison est sans appel ! "La transition énergétique

Notes :

1 : Le GIEC doit faire avec les travaux qui sont sur la table. Or certaines études mentionnées dans le rapport relèvent visiblement de la commande d'industriels désireux de s'engouffrer dans la brèche. Ainsi, un article consacré aux "perspectives et étude de faisabilité pour le nucléaire en Chine dans l'objectif des 1,5°C de réchauffement" envisage l'installation à marche forcée de 415 à 500 GW de capacité nucléaire dans le pays en 2050 (pour 363 GW en 2018 dans le monde entier) !

2 : Institut du Développement Durable et des Relations Internationales



Le nucléaire obtient de mauvais points dans l'évaluation générale en fonction des objectifs de développement, notamment concernant la santé, la paix, la justice et des institutions fortes et concernant la ressource en eau.

requis pour limiter le réchauffement à 1,5°C est en cours dans de nombreux secteurs et régions du monde [consensus haut]. La faisabilité politique, économique, sociale et technologique de l'énergie solaire, éolienne et des technologies de stockage d'électricité s'est spectaculairement améliorée ces dernières années, tandis que celle du nucléaire [...] n'a pas montré d'amélioration similaire"³.

Notes :

3 : Traduction d'un extrait du chapitre 4, p.5

On y observe que le rythme soutenu de construction de centrales observé en France dans les années 60-70 n'est plus reproductible. On y mentionne également qu'à la différence de ceux des énergies renouvelables, les coûts du nucléaire se révèlent toujours plus élevés que prévu, et ont même crû fortement dans certains pays, les investissements se révélant trop risqués.

Le constat est fait que le développement du nucléaire nécessite soit des conditions monopolistiques sur le marché de l'électricité, soit des mécanismes de prix garanti, comme ceux employés pour le projet britannique d'EPR d'Hinkley Point (par ailleurs très critiqué).

Pour le rapport, l'"acceptabilité sociale" est susceptible de conditionner et limiter fortement le développement du nucléaire. Le GIEC rappelle d'ailleurs que les accidents nucléaires ont un impact sur cette acceptabilité, et qu'à ce titre, des questions ont été soulevées sur le risque de pressions politiques ou économiques qui viendraient affaiblir la sûreté des installations...



Enfin, il est rappelé que le nucléaire est vulnérable au changement climatique et que l'augmentation des températures en diminuera l'efficacité.

Interrogés sur la place du nucléaire dans le rapport, les auteurs s'étonnent qu'on se focalise sur une technologie qui joue un rôle si marginal. On comprend pourquoi !

Le GIEC recense de nombreux impacts négatifs du nucléaire

Enfin, le dernier chapitre étudie les impacts de différentes technologies au regard des objectifs de développement durable de l'ONU (lutte contre la pauvreté, santé, éducation, préservation de l'environnement, etc.). Il pondère également ces impacts en fonction du niveau de consensus qui les entoure et des preuves apportées par la littérature scientifique.

Malgré quelques références aux controverses sur les impacts sanitaires des accidents, les aspects négatifs du nucléaire sont clairement soulignés. Persistance d'un risque "non négligeable" d'accident, problème des déchets radioactifs, coût de la gestion des déchets et du démantèlement, pollution et impacts sanitaires des mines d'uranium, consommation importante d'eau et impacts des rejets d'eau chaude sur les milieux : tous ces points, reconnus comme bien documentés, font l'objet d'un consensus large.

L'accroissement des leucémies infantiles autour des centrales, bien que considéré comme controversé, est également mentionné. Enfin, le rapport cite un consensus sur le risque "constant" de prolifération des armes nucléaires que pose la poursuite du recours à la technologie nucléaire civile.

Il en ressort que les trajectoires avec nucléaire élevé sont moins équitables et moins "durables". Cette longue mention d'aspects négatifs contraste fortement avec les nombreux bénéfices reconnus à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au développement du solaire et de l'éolien.

Face au lobby nucléaire qui prend l'argument climatique en otage et invoque les travaux du GIEC, à nous de rappeler ce que contient vraiment ce rapport !

Charlotte Mijeon



Pour mieux comprendre le rapport du GIEC

Le GIEC rassemble des scientifiques issus de 195 pays, qui tentent de travailler au consensus. Ses conclusions sur les effets du changement climatique et son origine humaine ne font plus débat et relèvent de la science. Toutefois, ses travaux de prospective énergétique ne constituent pas des "prédictions scientifiques". En effet, le GIEC part des travaux disponibles sur les sujets concernés, qui peuvent être concordants ou contradictoires, rares ou foisonnants, avec les biais habituels propres au monde de l'expertise (existence ou non d'une recherche indépendante, perméabilité aux lobbies pour les revues scientifiques à comité de lecture, etc.).

Il n'appartient pas au GIEC de promouvoir ou d'exclure une technologie, mais d'évaluer les marges de progrès et les enjeux du développement de celles qui sont déjà sur la table, et d'effectuer des constats et recommandations.

Non, le nucléaire ne sauvera pas le climat

Le changement climatique et ses conséquences sont aujourd'hui incontestables : hausse de la température moyenne, élévation du niveau des mers, multiplication des épisodes climatiques extrêmes (tempête, sécheresse, inondations), etc. Le rapport du GIEC¹ paru à l'automne 2018 démontre que chaque dixième de degré compte si l'on veut limiter les menaces croissantes que subissent les populations humaines face aux changements climatiques. Mais limiter le réchauffement ne doit pas être un prétexte pour laisser la porte ouverte à des technologies aux impacts inacceptables sur la planète ou sur les populations, comme c'est le cas de l'industrie nucléaire (pollution des mines d'uranium, risque d'accident, production de déchets, etc.).

C'est pourtant ce que tentent de nous faire avaler les pronucléaires. Depuis plusieurs mois, ils ne reculent devant rien et assèment tous le même discours : le nucléaire ne produirait pas de CO₂, il serait donc bon pour la planète. Mais ce n'est en fait qu'une tentative pour masquer la déroute de cette industrie, entre le mur d'investissements nécessaire pour faire face au vieillissement des centrales, leur dette immense, leurs déchets et le désamour des Français qui semble se confirmer².

Le nucléaire est hors sujet quand on parle de limiter le réchauffement climatique

Tout d'abord, 75% des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent de secteurs sans aucun lien avec la production d'électricité : agriculture, exploitation forestière, industrie, transport routier, maritime et aérien, etc. En France, les efforts à faire pour le climat sont ailleurs que dans le secteur énergétique. Même avec 75% d'électricité d'origine nucléaire, les émissions de gaz à effet de serre sont quatre fois trop élevées pour atteindre les objectifs climatiques. L'Agence internationale de l'énergie affirmait en 2015 que c'est l'efficacité énergétique qui pourra assurer d'ici 2030 50% de réduction des émissions de CO₂. Et si la filière nucléaire rejette moins de gaz à effet de serre que le charbon, elle en produit tout de même : construction et démantèlement des réacteurs, extraction de l'uranium, transport et fabrication du combustible, gestion des déchets, etc.



© Réseau Sortir du nucléaire

Le nucléaire est hors-délai pour sauver le climat

Ainsi, pour assurer la production mondiale d'électricité avec le nucléaire il faudrait construire 1 500 réacteurs nucléaires. Même un développement spectaculaire du nucléaire n'aurait qu'un effet marginal sur la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre.³ Et est surtout totalement irréaliste. Aujourd'hui, il faut environ 8 à 10 ans pour qu'un réacteur sorte de terre et soit raccordé au réseau, les délais de construction seraient intenable. Sans compter que les ressources financières, industrielles et matérielles ne sont pas là ! Pour réduire nos émissions, il est bien plus efficace et plus rapide de tabler sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables⁴.

Le nucléaire est trop cher

La technologie nucléaire est un gouffre financier. Elle nécessite des investissements considérables et d'énormes subventions publiques. D'ailleurs, les investisseurs ne s'y trompent pas : seul 2% de leurs investissements vont vers la filière nucléaire. Pour un euro investi, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sont bien plus performantes que le nucléaire pour réduire les gaz à effet de serre.

Le gouffre financier du nucléaire empêche le développement des "vraies" solutions.

Notes :

1 : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

2 : Sondage sur l'opinion des Français concernant la politique énergétique du pays, publié le 22 novembre 2018 par le collectif "Les Acteurs en Transition Énergétique" et la Fondation européenne pour le climat, réalisé par l'IFOP et enquête publiée le 25 octobre par Challenges et réalisé par Odoxa intitulée : Les français et le nucléaire.

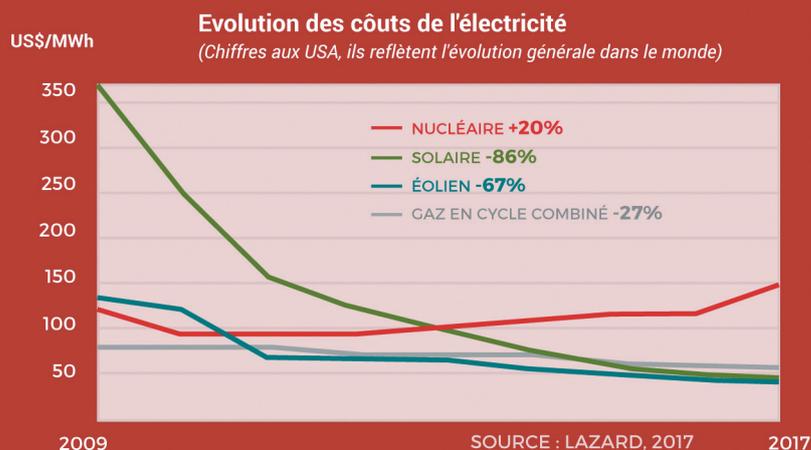
3 : Une étude de 2009 montrait que la construction de deux réacteurs nucléaires par mois pendant 20 ans, contribuerait à la baisse des émissions de CO₂ à hauteur de 9% seulement.



© Réseau Sortir du nucléaire

Gaspiller des milliards dans le nucléaire, comme le fait la France, empêche le développement des "vraies" solutions.

une dizaine de réacteurs dont la puissance a été réduite. À l'inverse, lors de la tempête de 1999, une inondation avait entraîné une situation de crise à la centrale nucléaire du Blayais en Gironde. L'équation est claire : avec un climat dégradé, l'industrie nucléaire ne tiendra pas la route. Nous devons dès aujourd'hui nous tourner vers d'autres sources de production d'électricité et vers la sobriété.



© Réseau Sortir du nucléaire

Alors engageons-nous sur la voie des énergies renouvelables

L'Ademe précisait en 2015 que même la France pouvait s'engager à remplacer son électricité nucléaire, sans que cela n'engendre de surcoût. À condition d'une volonté politique et de mettre les moyens aux bons endroits. Ainsi, dans son diagnostic elle évaluait que produire 100% d'électricité renouvelable ne coûterait pas plus cher que de garder 50% du parc nucléaire. Lorsque l'on pense à la Programmation pluriannuelle de l'énergie, qui repousse de nouveau les échéances de la réduction de la part du nucléaire et qui demande même à EDF de travailler sur de nouveaux projets d'EPR, il semble que nos dirigeants marchent sur la tête.

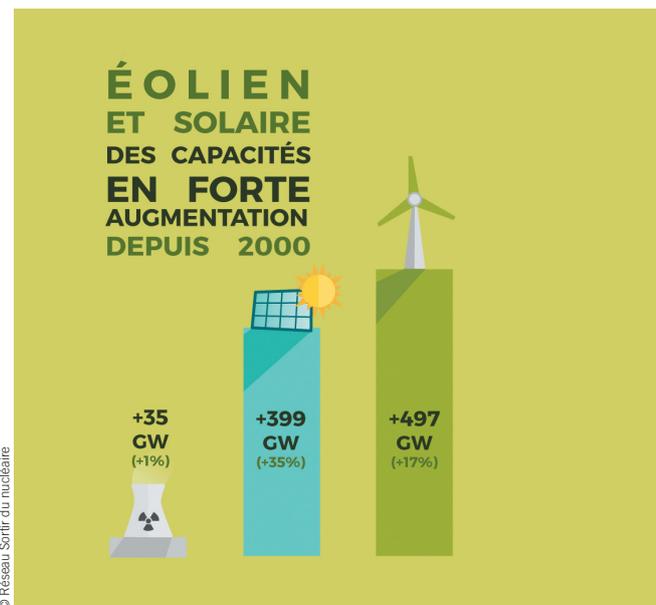
Avec un climat dégradé, l'industrie nucléaire ne tiendra pas la route.

Et le nucléaire est très cher pour le consommateur ! Au niveau mondial, son coût augmente chaque année alors que celui des énergies renouvelables baisse. En France, sans les subventions, directement prises sur nos impôts, et le tarif réglementé, nous paierions notre électricité beaucoup plus cher.

Enfin, à investissement égal, les secteurs des économies d'énergie et des énergies renouvelables créent 15 fois plus d'emplois que la filière nucléaire. En Allemagne, le plan de sortie du nucléaire à la fin des années 2000 a entraîné la création de plus de 300 000 emplois, et les syndicats de salariés l'ont soutenu sans ambiguïté. Plus important encore : ces emplois ne menacent pas la vie des travailleurs, contrairement à ceux que propose l'industrie nucléaire.

Le nucléaire ne fonctionne pas dans un climat dégradé

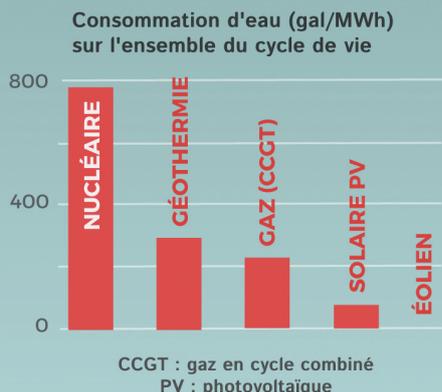
Cyclones, canicules, tempêtes... Selon les climatologues, la fréquence de ces événements ne cesse d'augmenter. Or les centrales nucléaires y sont très vulnérables. Si le niveau des cours d'eau baisse, si leur température augmente, le refroidissement des réacteurs ne se fait plus correctement, ce qui peut conduire à leur ralentissement voir à leur arrêt. Cela a été le cas en 2003 pendant la canicule en France ; plus récemment, à l'été 2018, ce sont



© Réseau Sortir du nucléaire

Par ailleurs, avec sa diversité de climats et de territoires la France est particulièrement bien "équipée" pour passer à la transition énergétique. Entre le soleil, les vents, les fleuves, l'océan, la mer, ses surfaces agricoles et ses forêts, toutes les techniques renouvelables sont utilisables et si l'ensemble se développait la France pourrait produire jusqu'à 300% de la demande actuelle en électricité. Qu'attendent nos dirigeants ? L'Allemagne a réussi à baisser ses émissions de gaz à effet de serre tout en réduisant la part du nucléaire grâce à une politique volontariste de développement des énergies renouvelables. Elle a ainsi su compenser la fermeture de 10 réacteurs nucléaires entre 2010 et 2017 et l'annulation de 6 projets de centrales à charbon par l'essor des énergies renouvelables. ⁵

- Notes :**
- 4 : Voir les articles Alternatives de ce numéro p.28-33
 - 5 : Sources : Eurostat – AGEB Umweltbundesamt, World Nuclear Industry Status Report 2018 et Energietransition.de



© Réseau Sortir du nucléaire

Anne-Lise Devaux

Valduc : un enjeu pour le nucléaire militaire

Le 6 août 2018, trente militants font un die-in devant le site nucléaire militaire de Valduc (21) à l'occasion de l'anniversaire du bombardement d'Hiroshima. Deux d'entre eux, membres du Mouvement pour une alternative non-violente 21 et des Amis de la Terre 21, demandent, par l'interphone, rendez-vous au directeur du site. Quelques semaines plus tard, une lettre est écrite par les deux organisations pour expliquer la démarche au directeur et renouveler la demande de rendez-vous. Une collecte de signatures est engagée. La lettre est publiée le 7 novembre 2018¹. Nous en publions ici des extraits.

Lettre ouverte au directeur du site nucléaire militaire de Valduc et aux autorités politiques françaises.

Monsieur le Directeur,

Le 6 août 2018, date anniversaire du bombardement d'Hiroshima, une trentaine de citoyen-ne-s [...] se sont rassemblés devant l'entrée du centre de Valduc² que vous dirigez. Après des prises de parole, ils ont fait un die-in en s'allongeant sur le sol pour simuler les conséquences de l'explosion d'une bombe atomique.

Deux d'entre eux, [...] ont demandé par l'interphone à vous rencontrer. Le responsable du poste de garde leur a fait savoir qu'il vous transmettrait leur requête. [...]

La campagne pour la signature du TIAN par la France

Cette action faisait partie d'un ensemble de manifestations organisées en France et sur le plan international, initiées principalement par le mouvement ICAN (International Campaign Against Nuclear weapons), lauréat du prix Nobel de la Paix 2017.

L'objectif de cette campagne est que la France signe le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) voté à l'Assemblée générale des Nations unies, le 7 juillet 2017, par 122 pays [...]. Ce traité, comme vous le savez, prévoit l'interdiction d'employer, de fabriquer, de stocker et de menacer d'utiliser des armes nucléaires. [...]

Plutôt que de souscrire au droit international, la France préfère s'y soustraire : en continuant de rejeter ce traité, la France s'entête dans une démarche de déni de la réalité. Pourtant, 67% des Français³ se disent favorables à la ratification du TIAN et, plus que jamais, les tensions géopolitiques commandent une politique de désarmement international, multilatéral et unilatéral.

[...]

Une arme inefficace, dangereuse, immorale et coûteuse

[...] De nos jours, à aucun moment, dans aucun conflit, non seulement l'emploi, mais la menace

même de l'emploi de l'arme nucléaire ne sauraient être envisagés. Ils sont devenus véritablement impensables. L'ampleur de la catastrophe humanitaire provoquée par tout usage de l'arme nucléaire constitue une totale dissuasion qui pèse sur nos propres décideurs. [...] Une arme inutilisable ne peut avoir aucun effet dissuasif.



© MANZI

Les armes nucléaires ne servent à rien non plus pour combattre le crime transnational, les paradis fiscaux, pour prévenir les conflits ethniques et religieux, pour faire face aux risques de la guerre cybernétique. Par les dépenses qu'elles occasionnent au détriment de causes vitales et urgentes, elles engendrent l'instabilité et l'insécurité.

[...]

En outre, la préméditation du crime nucléaire relève elle-même du terrorisme d'État, et constitue la négation et le reniement de toutes les valeurs éthiques, intellectuelles et spirituelles qui fondent la civilisation. Bien qu'on refuse d'en prendre conscience, ce reniement empoisonne en profondeur la vie morale en France.

La dissuasion nucléaire française est développée depuis 60 ans sans que jamais le peuple français n'ait été consulté sur ce sujet gravissime, malgré toutes les occasions qui se présentaient [...].

[...]

L'arsenal des neuf puissances nucléaires est de 14 500 missiles, représentant l'équivalent de 435 000 bombes d'Hiroshima. La France pourrait jouer un rôle moteur dans le désarmement nucléaire mondial

Notes :

1 : Une copie de cette lettre est envoyée au Président de la République, au Ministre des Armées, aux Présidents de la Commission de la Défense de l'Assemblée Nationale et du Sénat, au Préfet de Côte d'Or, à des élus régionaux, départementaux et locaux, aux Églises et organisations spirituelles ainsi qu'à la presse nationale et locale.

2 : Le centre de Valduc, situé à 45 km de Dijon, est un site de recherche et de production d'armes nucléaires dépendant de la Direction des Applications Militaires (DEA) du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). Le centre utilise du tritium, du deutérium, du plutonium et de l'uranium pour fabriquer les différents modèles de bombes. Il assure aussi la maintenance des armes et le recyclage des modèles déclassés, ce qui implique des opérations d'extraction polluantes.

3 : Sondage IFOP du 4 juillet 2018 commandé par le Mouvement de la Paix et le quotidien La Croix.

et dans les processus de paix en s'engageant dans le processus international du TIAN.

Une interpellation locale et nationale

Nous sommes bien conscients, Monsieur le Directeur, que vous n'êtes pas le décideur de la politique française de dissuasion nucléaire. Toutefois, vous êtes un des responsables de sa mise en œuvre. En tant qu'habitants de la Côte d'Or, il nous paraît normal de nous adresser au directeur d'un centre installé en Côte d'Or et qui emploie près de 1 000 personnes pour des finalités que nous estimons "funestes" et "fallacieuses"⁴.

[...]

Notes :

⁴ : Selon l'expression du pape Benoît XVI dans son message du 1^{er} janvier 2006.

⁵ : Epure : construction et exploitation conjointe d'une installation radiographique et hydrodynamique. Teutates : programme commun de technologies radiographiques et diagnostiques. L'objectif est de tester conjointement la performance des ogives nucléaires et la sécurité des arsenaux.

Nous avons la conviction que les armes nucléaires seront abolies tôt ou tard [...]. Le TIAN de juillet 2017 n'est qu'une étape d'un long processus inexorable.

Par ailleurs, l'opposition de plus en plus forte de l'opinion publique en Grande-Bretagne au sujet de l'arme nucléaire fait peser des doutes sur la poursuite de la coopération avec les Britanniques dans les projets Epure à Valduc et Teutates à Aldermaston⁵.

C'est pourquoi votre tâche, nous semble-t-il, Monsieur le Directeur, est aussi de commencer à vous préoccuper dès à présent de la reconversion de vos équipes qui travaillent sur le nucléaire militaire.

Nous avons aussi conscience que le démantèlement de l'arme nucléaire sera la conséquence d'un vrai débat politique et d'une prise de conscience de la société civile [...].

"L'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison"

Pour conclure, nous vous citons des extraits de l'éditorial d'Albert Camus dans le journal *Combat* le 8 août 1945, 2 jours après le bombardement d'Hiroshima et la veille de celui de Nagasaki [...]:

"La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide



© MANZ1

collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. (...) Mais nous nous refusons à tirer d'une aussi grave nouvelle autre chose que la décision de plaider plus énergiquement encore en faveur d'une véritable société internationale, où les grandes puissances n'auront pas de droits supérieurs aux petites et aux moyennes nations, où la guerre, fléau devenu définitif par le seul effet de l'intelligence humaine, ne dépendra plus des appétits ou des doctrines de tel ou tel État.

Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison."

Dans l'attente de vous rencontrer, ou dans la solidarité avec les organisations qui ont demandé à vous rencontrer, nous vous assurons, Monsieur le Directeur, de notre détermination à dénoncer la folie de l'arme nucléaire, et de notre considération distinguée.

Les Amis de la Terre et MAN - Côte d'Or

Ont également signé cette lettre :

Alternatiba Dijon, Alternatiba Besançon, Association pour le Désarmement Nucléaire - ADN-MAN Dampierre (39700), Association Républicaine des Anciens Combattants - ARAC Bourgogne, Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Action Citoyenne - ATTAC 21, France Nature Environnement - Bourgogne-Franche-Comté, Greenpeace - Groupe de Dijon, Ligue des Droits de l'Homme - Dijon, Mouvement de la Paix - 21, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples - MRAP Dijon et Côte d'Or, Nature et Progrès - Bourgogne-Franche-Comté, Site Internet dijon-ecolo.fr, Sortir du nucléaire - 21, Stop Nucléaire - Besançon *, Abolition des Armes Nucléaires - Maison de Vigilance, Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire - IPPNW *, Construire et alerter dans la non-violence active - Arche de Lanza del Vasto, International Campaign Against Nuclear weapons - ICAN France, Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC), Observatoire

des Armements, Europe Écologie Les Verts - Bourgogne, Europe Écologie Les Verts - Franche Comté, Cap 21 - Bourgogne-Franche-Comté, La France Insoumise (tous les groupes Côte d'Or), Nouveau Parti Anticapitaliste 21, Parti Communiste Français - 21, Parti de Gauche - 21, Ensemble 21, Catherine Hervieu, Conseillère municipale de Dijon, Sandrine Hily, Conseillère municipale de Dijon, Conseillère Départementale, Christine Renaudin-Jacques, Conseillère Départementale de Côte d'Or, Théâtre de l'espoir - Dijon, Communauté Goshen - Ferme de la Chau (21360 La Bussière-sur-Ouche), Groupe Marcel Légaut de Dijon, Les moines de l'abbaye d'Acéy (39350), Les soeurs du Carmel de la Paix (71250 Mazille), Pax Christi Besançon, Congrégation Dashang Kagyu-Ling (71320 La Boulaye)

Les organisations* ont signé cette lettre après le 7 novembre 2018

Désobéissance civile contre les énergies du passé

Ende Gelände est une coalition qui fait partie du mouvement climat en Europe. Nous organisons des actions de masse de désobéissance civile contre le charbon. Les actions sont calmes et déterminées ; c'est le nombre de participant.e.s qui rend nos actions si fortes. Comment cela se passe en pratique ?

Comment organise-t-on une action de désobéissance de masse ?

Notre ambition en tant qu'organisation est de servir de porte d'entrée à la désobéissance. L'ambition de toucher un grand public structure le mouvement.

Premièrement, l'action est **publiquement annoncée**. Cela rend difficile des actions surprises, et demande une flexibilité dans l'organisation du jour J. Selon les actions de la police, différents scénarios se réaliseront.

Deuxièmement, pour permettre au plus grand nombre de participer à nos actions, il faut que tout le monde sache à quoi elle/il s'engage. Il est nécessaire de créer un climat de confiance. L'acte de désobéissance civile est une **transgression assumée et maîtrisée**. Elle est souvent suivie d'une réaction policière à laquelle il faut se préparer, notamment pour éviter que la situation ne dégénère. Pour cela il faut avoir des règles d'action bien définies. Le consensus d'action très clair, fixé en avance, assure que chacun.e peut avoir confiance dans ce que les autres font. Dans une action de masse, on dépend en effet des actions des autres. Mieux on est préparé aux différentes éventualités, mieux on réagira, et moins il y a de risque d'être dépassé par l'action.

Troisièmement, Ende Gelände est une **coalition**. Bien qu'il y ait beaucoup de participant.es qui viennent à l'action sans avoir fréquenté un groupe auparavant, de nombreux groupes participent également à l'organisation. Faire fonctionner une telle coalition nécessite un fonctionnement démocratique qui permet à tou.tes de participer aux décisions : le consensus. C'est un principe exigeant, mais qui permet à la voix de chacun.e de compter.



© Ende Gelände

On utilise des systèmes de groupes de travail autonomes avant l'action et de délégué.es pendant l'action. On essaie de dépasser les structures de domination qui perdurent dans nos sociétés. Sexisme, racisme, ou l'effet de classes sociales touchent également les cercles militants et inhibent l'expression et la participation égalitaire de tou.tes. Cela passe notamment par une bonne modération et des listes de prise de parole paritaires ou des réunions spécifiques non-blanches¹ peuvent aider.

Comment peut-on justifier d'enfreindre la loi ?

C'est une question de légitimité. Il y a un grand sentiment d'injustice dans le domaine des politiques environnementales, en France comme en Allemagne. Quand on voit le rôle des lobbies dans le processus politique, on comprend pourquoi les décisions gouvernementales traduisent si mal l'opinion publique. Le court mandat de Nicolas Hulot a bien mis en évidence le poids du lobby du nucléaire. En Allemagne, le lobby du charbon est très puissant, et RWE par exemple, l'exploitant de la mine de Hambach, finance la politique allemande à tous les niveaux. Nos actions expriment avec force une position que beaucoup de personnes partagent.

Mais vos blocages ont-ils vraiment un impact sur l'utilisation du charbon ?

Nous sommes lucides sur le fait que ce n'est pas par le rapport de force physique que nous parviendrons à notre but. Nous cherchons à bloquer l'infrastructure du charbon avec nos seuls corps. C'est un acte

Notes :

¹ : Par "réunions spécifiques non-blanches", Ende Gelände souhaite indiquer que des réunions pour des personnes non-blanches sont organisées. C'est un outil développé par le mouvement pour essayer de dépasser le fait que ce dernier est majoritairement composé de personnes blanches.

Le consensus d'action assure que chacun.e peut avoir confiance dans les autres.



© Ende Gelände

Depuis le début, les antinucléaires font partie du mouvement Ende Gelände.

symbolique très fort. Le chiffre de participant.es à nos actions peut paraître petit comparé à des grandes manifestations. C'est la détermination et la conviction qui défient les politiques à se positionner. Ne faudrait-il pas arrêter avec les énergies fossiles ? Pour cela, il faut que le message soit relayé, que la presse soit présente, que l'information circule dans les réseaux sociaux. Lorsque la presse assiste aux actions, elle les comprend mieux et l'impact médiatique n'en est que plus fort. Par ailleurs, en présence de journalistes, la police rechigne toujours davantage à faire usage de violence. Nous invitons également toujours les parlementaires à nous accompagner en tant qu'observatrices et observateurs. Bien sûr, cela implique de former parlementaires et journalistes en amont, lors de sessions spécialement prévues à cet effet avant les actions de masse.



© Ende Gelände

Quelle est l'implication des antinucléaires dans le mouvement Ende Gelände ?

Depuis le début, les antinucléaires font partie du mouvement Ende Gelände. Le nucléaire ne sauvera pas le climat et le charbon n'évitera pas le nucléaire. Contrairement à un mythe très répandu en France, l'Allemagne n'utilise pas le charbon pour combler l'arrêt du nucléaire. Au contraire, il y a une grande surcapacité — les renouvelables se développent bien plus vite que prévu. Le 100% renouvelable est techniquement faisable, c'est une question de volonté politique. L'Allemagne exporte 10% de sa production à l'étranger, et le gouvernement réduit régulièrement ses subventions aux renouvelables. Le problème est que le charbon ne paie pas la pollution qu'il génère.

Est-ce que cela peut fonctionner également en France pour la question du nucléaire ?

Certain.es disent que les conditions en France sont différentes : la police serait plus violente et les manifestants plus réticents à suivre un consensus d'action. Au contraire, le fait que la répression puisse être plus brutale rend notre préparation nécessaire, et la protection de tous au sein de groupes affinitaires encore plus utile.

Ende Gelände



© Ende Gelände

Quelques temps forts de l'action d'octobre 2018

Mercredi 24 octobre : Les demandes des participant.es qui se sont inscrit.es pour voyager en Allemagne se font plus pressantes : Où va-t-on dormir ? Y aurait-il un gymnase comme en 2017 lorsque nous bloquons une mine de lignite en marge de la conférence climat à Bonn ? Y aurait-il un camp comme à Groningue aux Pays-Bas, où nous bloquons un accès à une partie du plus grand champ d'exploitation gazier d'Europe ?

Notre cible cette année est la plus grande mine de lignite d'Europe (l'équivalent de la taille de Paris) et les centrales à charbon qu'elle alimente. Un camp avait été installé il y a deux jours à côté de cette mine, de la forêt occupée provisoirement protégée par une décision juridique deux semaines auparavant. Mais ce camp n'aura pas duré une journée : la police évacue tentes blanches, cuisine et toilettes sèches. Comme partout autour, dans cette région entre Aix-la-Chapelle et Cologne, le terrain appartient à l'énergéticien RWE, qui prévoit d'y extraire le lignite du sous-sol, rasant villages, champs fertiles et arbres dans le processus. Il faut recomposer.

Judi 25 octobre : Deux bus sont déjà partis de Paris quand nous recevons le message : un camp alternatif est en construction, un peu plus loin, sur le terrain d'un agriculteur bio qui va nous encourager avec des mots forts plus tard dans la soirée.

Vendredi 26 octobre : Journée de préparation. Entraînements à l'action avec le petit groupe avec lequel on partira en action, le fameux "groupe affinitaire". Les personnes venues individuellement se regroupent. Après avoir été nassé par la police pendant de longues heures, le millier de militant.es tchèques et allemands venu avec un train spécialement affrété pour cette occasion arrive enfin au camp.

Samedi 27 octobre : On annonce la plus grande action de désobéissance civile en Allemagne, 6 500 personnes sont parties en action dès l'aube. En fin de journée, le mercure frôle les cinq degrés, mais environ 2 000 activistes sont sur les rails et bloquent l'accès des trains acheminant le charbon de la mine à la centrale. Ils y passeront la nuit. Succès : le blocage durera plus de 24 heures et la plupart des activistes décident ensemble de quitter les lieux...

L'Inde, ce grand pays gangréné par le nucléaire

Par son étendue géographique et son importante population, l'Inde aiguise les appétits des nucléocrates de tous bords. Les grands groupes de la filière nucléaire s'engouffrent dans ce qu'ils considèrent comme un marché prometteur : EDF (ex-Areva NP) avec les EPR (France), Westinghouse avec les AP1000 (États-Unis) et Rosatom avec ses VVER1000 (Russie). Méprisant l'avis de la grande majorité des habitants, les hommes politiques inféodés au lobby indien du nucléaire n'hésitent pas à vanter les bienfaits de l'atome ; et comme ailleurs, ils cachent soigneusement les dangers et contaminations de leurs machines infernales.

Un pays du nucléaire civil avec arrière-pensées militaires

Dès 1948, le premier ministre Nehru lance le programme nucléaire indien par un projet de loi attribuant à l'État central les responsabilités et droits exclusifs sur les activités liées à l'énergie atomique. Suite au discours d'Eisenhower "Atoms for Peace", l'Inde a bénéficié du soutien des États-Unis pour développer son premier réacteur nucléaire à Tarapur. Ce réacteur de 200 MWe a commencé à fonctionner en 1969, suivi bientôt d'un second.

En parallèle, le pays continue ses recherches dans le domaine du nucléaire militaire ; il refuse donc de signer le Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP). En 1974, l'Inde procède à l'explosion souterraine d'une bombe atomique à partir de plutonium provenant d'un réacteur de recherche construit avec l'aide de techniques canadiennes et en bénéficiant de fournitures américaines. La doctrine de "Atoms for Peace" touche alors ses limites...

Conséquence : l'Inde est exclue du commerce international des matières nucléaires. Ceci ne l'empêche pas pourtant de construire d'autres réacteurs civils nucléaires et de procéder à des campagnes d'essais de bombes atomiques.

Un pays encore peu dépendant de l'énergie électrique d'origine nucléaire

Le programme indien d'énergie nucléaire, basé sur un cycle du combustible fermé, comprend trois étapes principales : les réacteurs à eau lourde sous pression, les réacteurs à neutrons rapides et les réacteurs à base de thorium.

Actuellement, l'Inde compte 22 réacteurs nucléaires, répartis dans sept centrales gérées par le NPCIL¹. La plupart de ces réacteurs sont de puissances moyennes (quelques centaines de MWe à 1 000 MWe), d'où une puissance totale installée aujourd'hui de "seulement" 6,8 GWe. Ils sont principalement installés dans les provinces à l'ouest de l'Inde (cf. carte page suivante). En 2017, la production électronucléaire a donné 34,9 TWh, soit 3,2% de l'énergie électrique du pays, avec un facteur de charge annuel moyen inférieur à 65%.



DR

Compte tenu des besoins énergétiques du pays, le régime nationaliste actuellement au pouvoir en Inde souhaite diversifier les sources d'énergie électrique "décarbonnées". Il considère que le nucléaire, comme les énergies renouvelables, peut permettre au pays de lutter contre les gaz à effet de serre. Il s'était donné un objectif de 63 GWe installés à échéance 2035, mais les prévisions ont été récemment revues à la baisse : 22,5 GWe à l'horizon 2031. Les experts de l'AEC², organisme nucléaire suprême en Inde, estiment de leur côté qu'il faudrait 500 GWe nucléaires en 2060 !

Conformément au programme nucléaire, différents projets sont lancés par le lobby nucléocrate indien, notamment NPCIL. Utilisant une technologie française, une partie importante de la puissance électronucléaire pourrait provenir de la centrale de Jaitapur, près de Bombay, sur la côte ouest de l'Inde, donnant sur la mer d'Oman.

La France promeut la prolifération nucléaire et cautionne la répression

Toujours soucieuses de gigantisme, les sphères nucléocrates françaises proposent leur "excellence nucléaire" aux autorités indiennes, notamment dans la province de Maharashtra où se trouve Jaitapur. Il s'agirait d'implanter six EPR sur le plateau de Madban – 25 mètres au-dessus du niveau de la mer d'Oman –, créant ainsi la centrale nucléaire la plus puissante du monde, 9900 MW !

Conçue initialement depuis 2008 par Areva³, plusieurs présidents de la République française se sont

L'Inde aiguise les appétits des nucléocrates.

Notes :

- 1 : NPCIL : Nuclear Power Corporation of India Limited.
- 2 : AEC : Atomic Energy Commission, équivalent du Commissariat à l'Énergie Atomique en France.
- 3 : L'entreprise française est alors dirigée par Anne Lauvergeon



DR

22 réacteurs nucléaires, répartis dans sept centrales.

succédés en Inde pour promouvoir ce projet, vanté comme le fleuron de l'industrie tricolore. Entre temps, Areva a sombré, mais EDF a repris l'affaire avec toujours plus de zèle, considérant qu'il s'agit de son principal projet d'exportation.

Dans l'actuel projet, EDF porterait l'ensemble des études d'ingénierie et l'approvisionnement, mais NPCIL assurerait l'intégralité de la construction. Il paraît même que le coût de chaque EPR serait très inférieur à celui de Flamanville, grâce à une main d'œuvre locale "compétitive" et à "l'effet de série" ! Officiellement, toutes les précautions seraient prises pour résister aux séismes et tenir compte des enseignements de l'accident de Fukushima.

Mais les habitants des quatre villages voués à disparaître et de toute la région impactée sont loin d'avoir obtenus des réponses claires à toutes leurs questions. D'abord, le sous-sol supporterait-il de lourdes masses de béton et de machines ? Les séismes fréquents dans cette zone ne provoqueraient-ils pas des fissures et/ou ruptures catastrophiques dans les circuits radioactifs ? Beaucoup se souviennent du tremblement de terre qui a touché la province en 1993⁴. Et en fonctionnement "normal", chaque réacteur ne produirait-il pas des effluents, une



contamination de l'environnement ? Toutes et tous craignent pour leur santé, surtout qu'ailleurs en Inde, et notamment près de Tarapur, des anomalies de croissance végétale et des maladies humaines ont été détectées. Que deviendront les agriculteurs notamment les cultivateurs de manguiers et les nombreux pêcheurs locaux ?

Dès 2009, suite au premier accord sur la construction de deux premiers réacteurs, les opposants ont organisé de grandes manifestations pour dénoncer ce projet contre Nature. Mais, comme en France, nucléaire rime trop souvent avec répression : en avril 2011, Tavrez Sejkar, un pêcheur de 30 ans protestant contre le projet est tué par la police ; en mars 2012, un autre pêcheur de 44 ans est à son tour victime de la répression. Et à chaque fois, les blessés sont nombreux.

Depuis, la NPCIL tente de mieux argumenter son projet : retombées économiques, débouchés pour l'emploi, réduction des gaz à effet de serre, fiabilité des équipements. La même entreprise noue des partenariats avec les écoles, comme avec l'Université de Bombay en sciences, en communication et même en journalisme ; elle distribue des bourses d'étude, collabore à des œuvres sociales, notamment pour les handicapés et organise des matchs de cricket !

Les villageois ne sont pas dupes. Ils ne veulent plus céder leurs terres et sont bien décidés à résister à ce projet insensé. Il y a eu plus de 150 rassemblements en 10 ans.

Pas étonnant qu'en mars 2018, Emmanuel Macron ait été mal reçu par les Indiens de toute la région.

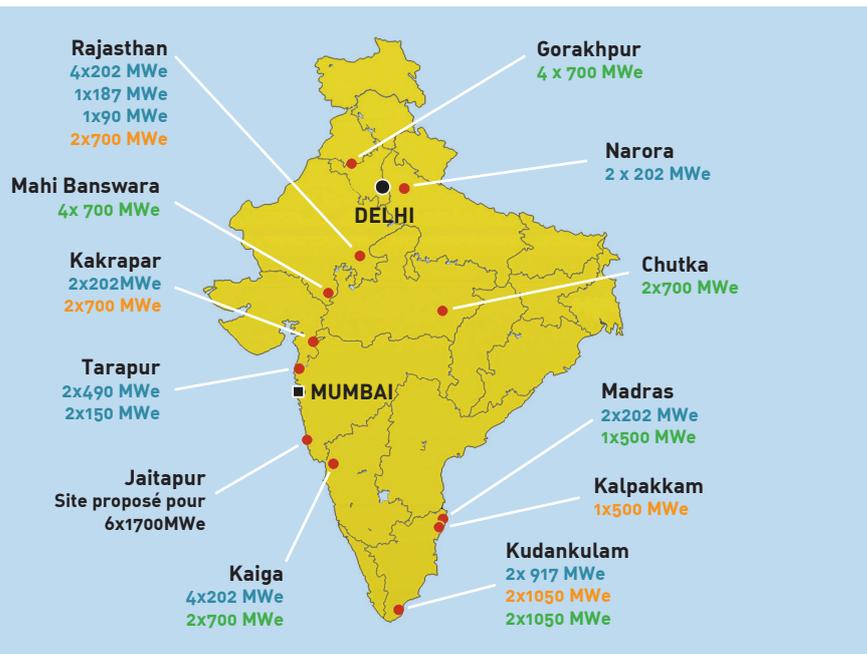
Bernard Cottier

Notes :

4 : 6,3 sur l'échelle de Richter et 9000 victimes

5 : JaiJagat peut se traduire en français par La victoire du monde

En fonctionnement (en puissance nette)
En construction (en puissance brute)
En projet (en puissance brute)



Informations carte : World Nuclear Association. D'autres installations de réacteurs sont envisagées par le gouvernement indien, sur de nouveaux sites ou à proximité de certains déjà existants. Ils ne sont pas matérialisés sur cette carte à l'exception du site de Jaitapur évoqué dans l'article.

La marche "JaiJagat 2020"⁵

Avec la Marche JaiJagat 2020, l'organisation indienne Ekta Parishad veut fédérer les sans-voix du monde entier, du sud comme du nord : paysans expulsés, migrants, travailleurs précaires, chômeurs, indigènes, femmes et enfants exploités... Sur la Place des Nations à Genève, un méga-rassemblement se conclura par la création d'un "Forum de Genève de l'action des peuples", qui présentera une plateforme de recommandations à l'ONU, aux États et à la société civile.

Les objectifs : vaincre la pauvreté, résoudre l'exclusion sociale, respecter les équilibres écologiques, prévenir les guerres et les violences.

La préparation de l'événement implique déjà des dizaines d'ONG et de réseaux dans de nombreux pays, dont la France.

Pour plus d'informations : <https://nonviolence.fr/Rencontre-Rajagopal-et-ses-marches-non-violentes>

Rencontre avec... Sonali Huria

Lors des rencontres internationales antinucléaires nous avons rencontré des militantes de divers pays, l'occasion pour nous de réaliser quelques interviews. Cette saison, après le portrait de Pinar Dermican, journaliste et militante Turque, découvrez celui de Sonali Huria, chercheuse indienne. Dans le prochain numéro de la revue vous pourrez découvrir le dernier portrait de notre série.

Sonali, peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Sonali Huria. Je suis chercheuse auprès de la Commission des droits humains et je travaille pour le site internet Dia-nuke.org¹. Dans le cadre de ma thèse je m'intéresse au mouvement antinucléaire indien sous l'angle de la démocratie. C'est un mouvement qui subi beaucoup de répression de la part du gouvernement.

Comment en es-tu arrivée à te préoccuper du nucléaire ?

Lors de mon master en sciences politiques, j'ai suivi le cours d'un professeur également militant antinucléaire. Un de nos sujets d'étude était le développement du nucléaire pendant la guerre froide, mais il allait beaucoup plus loin dans son analyse. Ça a vraiment été le déclencheur de mon intérêt pour cette question.

Je me suis beaucoup intéressée aux mouvements sociaux en Inde, notamment dans le cadre de la Commission des droits humains. J'ai pu constater que l'espace pour dénoncer les projets de développement ou les violences policières se réduisait à peau de chagrin. Cela est particulièrement vrai pour le mouvement antinucléaire car depuis l'indépendance les gouvernements ont imposé une vision d'une Inde sauvée par la science, dont fait selon eux partie le nucléaire.



Quels sont les plus gros enjeux du mouvement antinucléaire en Inde ?

Je crois que le plus grand enjeu est celui de l'expansion du nucléaire. Malgré Fukushima, malgré les scandales internationaux, le gouvernement indien développe son programme nucléaire. Il importe des réacteurs, implique des entreprises locales, ouvre des mines d'uranium et des entreprises de transformation, etc.

Le deuxième enjeu est que les personnes qui protestent, celles qui sont les plus impactées par ces projets, sont parmi les plus pauvres en Inde.



Ce sont des pêcheurs, des cultivateurs, ils sont dépendants des ressources naturelles qui les entourent. Malheureusement, on ne les consulte pas concernant le développement de ces activités. Par ailleurs, il y a un manque de solidarité entre les différents mouvements, pour des raisons géographiques et parce que chaque mouvement est pris dans sa propre lutte. Les moments de partage entre les différentes luttes sont essentiels mais trop rares. Il n'y a malheureusement pas de mouvement panindien antinucléaire.

Comment le mouvement antinucléaire français peut-il vous aider ?

Il est certain que vous pouvez nous aider en faisant pression sur vos entreprises et sur votre gouvernement qui tentent de vendre cette technologie à l'Inde. Les premières victimes sont les populations très pauvres de l'Inde qui souffrent vraiment des profits et des intérêts de ces entreprises.

Un dernier mot ?

Le mouvement antinucléaire doit s'internationaliser. Nous devrions créer un site internet contributif où chacun d'entre nous pourrait partager sa connaissance des luttes locales ou nationales contre cette industrie. Cela permettrait d'exposer la facette répressive et antidémocratique du nucléaire. Il faut montrer au monde entier que la police, les militaires et l'État sont tous partis prenants et que cette industrie viole trop souvent les droits humains. Nous devons être bras dessus, bras dessous pour lutter contre eux.

Le mouvement antinucléaire doit s'internationaliser.

Note :

¹ : Le site DiaNuke.org a été créé peu de temps après l'accident de Fukushima. C'est un site d'information, de sensibilisation et d'éducation sur le nucléaire proposant des articles sur la situation en Inde mais également au niveau international. Le site mène également des campagnes de solidarité.

Propos recueillis par Anne-Lise Devaux

La sobriété énergétique fait partie de la solution

Lors du dernier repas en famille, j'ai annoncé que je travaillais pour le Réseau "Sortir du nucléaire". C'est alors que quelques-uns de mes proches m'ont fait part de leur frilosité. Selon eux, c'est impossible. Les prix de l'électricité vont augmenter, nous serons obligés de nous priver de notre confort, de retourner à la bougie pour reprendre l'expression trop souvent entendue. Ces remarques, chacun.e de nous en a reçu et ce n'est pas toujours facile d'y répondre. Et il faut bien dire que je ne me vois pas revenir à la bougie ! Est-ce que je vais vraiment devoir abandonner mon ordinateur, mon téléphone, et choisir de me coucher avec le soleil ? Voici quelques éléments de réponses.

Notes :

I : www.virage-energie-npdc.org

L'association Virage Energie¹, basée dans les Hauts-de-France, constate que notre société est en état d'ébriété énergétique. Il y a un paradoxe entre la finitude des ressources matérielles de notre terre et la consommation d'énergie et la propension aux gaspillages de la société dans laquelle nous vivons. On nous pousse sans cesse à consommer plus. Il nous faudrait donc enclencher une démarche de sobriété ?

La sobriété : qu'est-ce que c'est ?

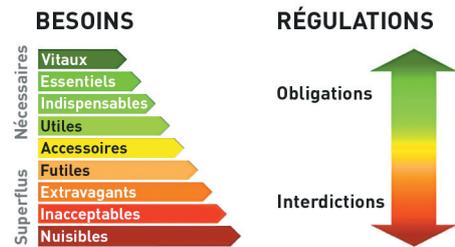
La sobriété serait : une démarche volontaire et organisée de réduction des consommations d'énergie par des changements de modes de vie, de pratiques, de valeurs, de comportements et de modes d'organisation collective.

Si l'on veut sauver le climat, arrêter les énergies fossiles, le nucléaire et sauver les vies de notre descendance il faut donc changer de modèle, changer les mentalités et changer nos modes de consommation. Le programme est ambitieux !

Mais ce que j'ai appris de mes lectures c'est que la sobriété n'est pas forcément synonyme d'austérité. Ce n'est pas un choix entre tout et rien, mais une réflexion sur la nature de nos besoins et sur le niveau de service. La sobriété est une invitation à faire le tri sans renoncer à tout. Ainsi comme le souligne NégaWatt : "Toutes les consommations d'énergie ne fournissent pas le même niveau de service : quand certaines répondent à des besoins de première nécessité, d'autres sont futiles, inutiles voire nuisibles."



"Tendre vers la sobriété pour consommer moins de ressources est aussi l'occasion d'interroger les impacts des modes de production et de consommation sur l'environnement et la société. La sobriété



énergétique, qui vise donc à réduire les consommations d'énergie en proposant des changements de modes de vie et de modes d'organisation collective, est aussi un moyen de réduire les externalités négatives liées à la consommation de ressources naturelles : pertes de biodiversité, pollution de l'eau, de l'air et des sols, etc."

Il est clair que la sobriété semble devoir revêtir plusieurs aspects tant collectifs et organisationnels qu'individuel.

Mais alors comment passe t-on à la sobriété ?

Individuellement il y aurait différentes formes de sobriété qui conduisent à se poser différentes questions. On identifie la sobriété dimensionnelle (ai-je besoin d'un frigo aussi grand ?), la sobriété d'usage (ai-je besoin que les veilles fonctionnent toute la nuit pour rien ?) et la sobriété conviviale (ai-je besoin d'être toute seule dans ma voiture, ou est-ce que je peux faire de l'auto partage ?)

Il existe de nombreux ouvrages, sites internet et autres applications qui répertorient les gestes de la sobriété. En voici quelques uns.

Le Grand défi "On est prêt"

C'est une campagne de sensibilisation réalisée sur Facebook notamment par des youtubeurs dans le cadre du mouvement citoyen autour du climat. Le défi a débuté le 15 novembre et propose chaque jour pendant 30 jours un conseil pour réduire son empreinte écologique, dont faire des économies d'énergie. Des petits gestes simples mais bons pour le climat.

Pêle-mêle on retiendra : Défi n°1 - Aujourd'hui, je réduis mon empreinte carbone : en supprimant mes vieux mails, photos et vidéos, mes applications

inutiles ou encore en me désabonnant des newsletters que je ne lis plus. En seulement 5 minutes, j'ai déjà diminué les émissions issues de ma consommation numérique !

Défi n°5 - Aujourd'hui, j'éteins la veille de mes appareils pour diminuer leur consommation d'énergie. La consommation des veilles a augmenté de 30% ces dix dernières années. 15 à 50 équipements par foyer restent en veille. Cela s'élève à 11% de notre consommation totale par an et par foyer. Et surtout à l'échelle nationale, cela équivaut à 2 réacteurs nucléaires !



Le SMERGYmètre

Autre campagne de sensibilisation plus concrète, menée en France par l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Lyon : le SMERGYmètre². Sur le mode du jeu, le SMERGYmètre permet de réaliser un bilan en ligne de sa consommation d'énergie et de faire la chasse aux habitudes énergivores. Toutes les actions proposées sont mesurées et traduites en kilowatt/heures, CO₂ et euros économisés... Une bonne façon d'évaluer l'impact de nos gestes du quotidien.

Enercoop

Le fournisseur d'énergie verte Enercoop³, propose quant à lui un wiki de conseils domestiques (éclairage, petit et gros électroménager, multimédia et confort thermique) pour économiser de l'électricité. Il est possible de réaliser en ligne son propre "Guide des économies". Pour aller plus loin le fournisseur propose des formations (6 sessions de 2 heures) un peu partout en France.

Et puis, repérés au fil de mes lectures⁴, ces conseils me seront bien utiles lors de mon prochain repas de famille...

Pour le multimédia

Limiter l'utilisation de la 4G et la haute définition car ces technologies ont 23 fois⁵ plus d'impact sur l'environnement que l'ADSL par exemple.

L'envoi d'un e-mail, le fait de poster des photos sur Facebook ou sur un cloud envoie et stocke les données dans des "data centers", qui consommaient 18% de la production électrique mondiale en 2017⁶. De même, je m'assure lors d'un envoi que tous les destinataires sont essentiels. Plus de 12 milliards de mails sont envoyés chaque heure dans le monde, émettant au total 50 Giga Watt Heure, soit la production électrique de 18 centrales nucléaires pendant une heure.

Pour la vie quotidienne

Laver son linge à 30°C car baisser la température de lavage de 3°C permet d'économiser environ 11% de l'énergie. Laver à 60°C consomme 1,3kWh, laver à 40°C environ 0,7kWh, alors qu'à 30°C la consommation descend à 0,4kWh !

Dans la cuisine, la cocotte-minute est 60% plus économique qu'une casserole. Une plaque de cuisson électrique ou un four chauffe pendant 15 minutes après avoir été éteint, autant d'énergie perdue !

Opter pour un fournisseur d'électricité verte. L'ouverture des marchés de l'énergie aux fournisseurs alternatifs permet aux consommateurs particuliers et professionnels, depuis 2007, de choisir librement la source de leur électricité et gaz naturel. Désormais, on peut quitter les fournisseurs historiques sans coût supplémentaire et sans risque. Pour bien le choisir il faut consulter le classement réalisé par Greenpeace sur www.guide-electricite-verte.fr.

Si la sobriété énergétique suggère en partie des choix individuels, c'est bien une vision collective d'un futur désirable pour tous qui permettra de la généraliser.

Tous ces conseils pour tendre vers la sobriété ne conviendront pas à tous et ne peuvent pas être tous mis en place en même temps. Pourtant, nous pouvons tous prendre quelques mesures pour débiter sans pour autant se retrouver avec des bougies dans le salon, sauf pour la décoration ou pour les anniversaires !

Anne-Lise Devaux



Notes :

2 : SMERGY est une campagne qui s'adresse aux étudiants, aux stagiaires, à ceux qui ont leur premier job, ou autres. SMERGY c'est aussi une campagne européenne qui se déclinera en Allemagne, Autriche, Pays Bas, Belgique, France, Suède et Danemark et ceci jusqu'en août 2016. SMERGY est co-financé par la Commission Européenne.

3 : <https://transition.enercoop.fr/PagePrincipale>

4 : www.wedemain.fr/Adoptez-ces-gestes-pour-un-numerique-ecolo-friendly_a3471.html
<https://blog.cleanfox.io/nouveautes-cleanfox-fr/11-gestes-faire-rentree-2018-web-ecologique-bureau/>
http://citoyenterritoires.fr/actus/l%C3%A9co-geste-du-mois-au-bureau-wwww-notre-planete.info/ecologie/eco-citoyen/eco_electricite.php

5 : www.sciencesetavenir.fr/high-tech/les-donnees-mobiles-seraient-bien-plus-energivores-que-les-data-centers_115559

6 : Selon l'association negaWatt.

La recherche universitaire européenne s'intéresse à la sobriété

Depuis 2010, la sobriété est même un sujet de réflexion universitaire au niveau européen. Le site researchgate.net répertorie pas moins de 12 projets de recherche dans ce sens dont les premiers datent de 2010 et ont été menés par la France à Lille. Deux projets en cours semblent particulièrement intéressants :

EUFORIE (European Futures for Energy Efficiency) – EU project (2017-2019)

Ce projet de quatre partenaires (Université de Turku, Université de Naples, Université de Barcelona et SERI) a pour objectif d'étudier la consommation d'énergie sous différents angles et de proposer des stratégies d'économie dans de multiples champs. Il propose notamment un rapport sur "Stocktaking of social innovation for energy sufficiency" ainsi qu'un atelier de juin 2017 sur le développement des potentiels de la sobriété. www.euforie-h2020.eu

Sufficiency in daily life – Swiss project at the Basel University (2016-2019)

Ce projet examine les différents aspects de la sobriété dans la perspective d'une société 2000 Watt. Il passe au crible les habitudes de consommation, les actions quotidiennes et les modes de vie sobres. Il discutera par la suite des obstacles à leur mise en place et du rôle des gouvernants dans celle-ci. <https://energieimalltag.philhist.unibas.ch/>

Fini le nucléaire en 2022... au moins à Grenoble !

Ce gros titre à la une du Dauphiné Libéré le 10 mars 2018 a attiré le regard des antinucléaires grenoblois... et certainement pas qu'eux ! Sur deux pages le quotidien local annonçait qu'en 2022, Grenoble allait assurer à ses 120 000 clients une électricité 100% renouvelable, en triplant sa production d'énergies renouvelables par plan d'investissement de 125 millions d'euros. Nous avons rencontré Vincent Fristot, adjoint au maire de Grenoble pour l'urbanisme, le logement, l'habitat et la transition énergétique.

C'est vraiment
une transition :
ce n'est pas
du jour au
lendemain.

Notes :

1 : L'association HESPUL a 25 ans d'expérience dans le photovoltaïque et les renouvelables. Au départ, l'objectif était de réaliser la 1^{ère} installation photovoltaïque raccordée au réseau électrique en France, ce qui fut fait grâce à la souscription d'une centaine de personnes. La centrale "Phébus 1" fut inaugurée en 1992 à Lhuis, juste en face de Superphénix, avec comme gérant Georges David, militant historique contre SPX.

2 : Ancêtre du Réseau "Sortir du nucléaire".

3 : Écoles, centres sportifs, musées, etc.

4 : Ancien militant acharné contre Superphénix et alors adjoint au logement.

5 : La Métro ou Grenoble Alpes-Métropole regroupe 49 villes et villages des vallées du Drac, de l'Isère et de la Romanche, des massifs du Vercors, de Chartreuse, de Belledonne et de l'Oisans.

6 : 80 millions d'euros sur 2 ans, avec 15 millions d'euros d'aide des collectivités locales.

Vincent Fristot

Philippe Lambersens : *Je crois savoir que vous avez un passé de militant antinucléaire ?*

Vincent Fristot : Oui, j'ai une expérience militante et associative liée aux alternatives au nucléaire. J'ai créé en 1991 Phebus devenu Hespul¹, j'ai participé dès 1993 aux Européens contre Superphénix², puis à la fondation de négaWatt en 2001 et j'ai été administrateur de la CRIIRAD entre 2010 et 2013. Avant de rejoindre en 2014 l'équipe municipale, j'ai été conseiller municipal délégué à la maîtrise de l'énergie — ce qui était une innovation à l'époque — de 1995 à 2008.

Ph. L. : *Selon vous, quels leviers peut utiliser une municipalité pour aller vers la transition énergétique ?*

V.F. : Le patrimoine de la ville, c'est notre cœur de cible. Grenoble gère 500 bâtiments publics³ et neuf millions d'euros sont dépensés chaque année en fluides (chauffage, électricité, eau). Les politiques d'économies d'énergie ont permis en 12 ans (2005-2017) une diminution de 20% des consommations d'énergie et une baisse de 42% des gaz à effet de serre. Sur l'éclairage public, un des premiers postes de consommation, nous avons l'objectif de baisser de 50% sur huit ans. Quant aux véhicules municipaux, dont le nombre a diminué tant pour les employés que pour les élus, ils consomment 20% de carburant en moins qu'il y a quatre ans. La leçon à retenir, c'est que c'est vraiment une transition : ce n'est pas du jour au lendemain.

En élargissant le périmètre, on peut agir sur la rénovation thermique du logement social public. Il est possible de baisser les charges des locataires. Avec les bailleurs sociaux Actis et Grenoble Habitat, nous avons trouvé les financements à hauteur de 15 000 à 20 000 euros pour l'isolation extérieure d'un logement. L'ambition sur la Métropole grenobloise est de rénover 800 à 1 000 logements sociaux par an (3 000 personnes). Si les aides de la Région se tarissent, des programmes européens existent. Par exemple, City-zen nous a permis de rénover 200 logements du quartier Mistral.

On peut aussi agir sur les copropriétés privées. Par exemple avant 2000, dans la rénovation du quartier Berriat, avec Raymond Avrillier⁴, on a inclus la préoccupation "énergie". À partir de 2004 sur les grands boulevards nous avons mené une opération programmée d'amélioration thermique des bâtiments pour un millier de logements et commerces, avec le soutien financier de l'ADEME. L'occasion de mettre en place un "dispositif d'animation", où on rassemble intervenants communaux, associatifs, privés. Mur-Mur est un programme lancé ensuite par La Métro⁵. Mur-Mur 1 a permis de rénover 4 500 logements pour un coût de 65 millions d'euros, Mur-Mur 2 concerne 2 000 logements privés par an⁶. On n'est plus à une échelle microscopique ! Avec un intérêt pour le confort et le portefeuille des habitants mais aussi pour l'emploi avec la constitution d'une vraie filière professionnelle locale (plus de 600 emplois induits).

On est à l'opposé des offres énergétiques nationales et centralisées. On démontre qu'il est possible d'agir localement et à grande échelle en réduisant la demande d'énergie. D'ailleurs, la loi de Transition énergétique prévoit une division par deux des consommations énergétiques en 2050. On y arrive en cumulant les trois axes proposés par négaWatt : sobriété, efficacité et renouvelables.

Ph. L. : *Sur l'électricité, Gaz Électricité Grenoble (GEG) est un outil historique de la ville où s'est développée l'hydroélectricité.*

V.F. : Oui, depuis plus d'un siècle, au cœur des Alpes, GEG occupe une place toute particulière dans le paysage énergétique français. Savez-vous que GEG fournit l'électricité de la Tour Eiffel et de l'Opéra



© Ville de Grenoble

de Paris ? Ce service municipal d'exploitation et de distribution de gaz est né en 1867 et il s'est adjoint la distribution d'électricité en 1903. En 1946, lors des nationalisations, la Ville de Grenoble a fait le choix de conserver son service municipal en régie. En 1986, GEG devient une Société d'Économie Mixte avec aujourd'hui la Métropole grenobloise ainsi qu'une dizaine de communes hors agglomération. Je préside le conseil d'administration de GEG et les élus orientent les décisions en termes de production, de distribution ou de fourniture énergétique. L'objectif est d'aller plus loin que l'énergie "verte". Nous cherchons à contractualiser avec les producteurs, pour rapprocher l'énergie produite du consommateur.

GEG est d'ailleurs producteur de 147 Gwh en électricité renouvelable principalement hydraulique. Ce printemps, nous avons lancé un programme d'investissement de 125 millions d'euros⁷ en vue

de produire, d'ici 2022, 400 Gwh d'électricité, pour couvrir 100% des besoins des particuliers grenoblois. Ce quasi triplement en cinq ans sera pour moitié assuré par l'éolien en rénovant le parc de Rivesaltes et en créant des fermes éoliennes en Picardie et Nouvelle Aquitaine. L'éolien local ne permet pas encore une rentabilité économique. Ici, nous développons des projets photovoltaïques. À Susville, en partenariat avec la Compagnie nationale du Rhône, vient d'être construite une centrale de 19 000 panneaux, produits à 50 kilomètres, sur 8,5 hectares de terrains communaux, terrils des anciennes mines de charbon. Cette installation couvrira la consommation électrique d'environ 2 800 habitants. Et les élus locaux souhaitent amplifier ces projets.

Au 1^{er} mars 2018, onze communes ont rejoint l'opérateur grenoblois, après Allevard en 2017. Ces communes ont fusionné leurs régies d'électricité à GEG face à la disparition des tarifs réglementés d'électricité pour les gros consommateurs. L'ancrage local de GEG a convaincu les édiles. Ainsi, a pu être mené rapidement l'enfouissement de lignes de la commune de montagne de La Ferrière assurant la sécurisation des centrales hydrauliques locales.

Pour revenir à la politique énergétique locale, il est important pour les projets nouveaux de réfléchir en terme d'"énergie grise"⁸. Par exemple, nous menons un projet avec le bailleur social Actis, Haut-Bois : un bâtiment passif en structure bois de neuf niveaux. Sur le Plan Local d'Urbanisme, Grenoble a inscrit d'aller 20% au-delà des réglementations thermiques nationales dans le bâtiment neuf.

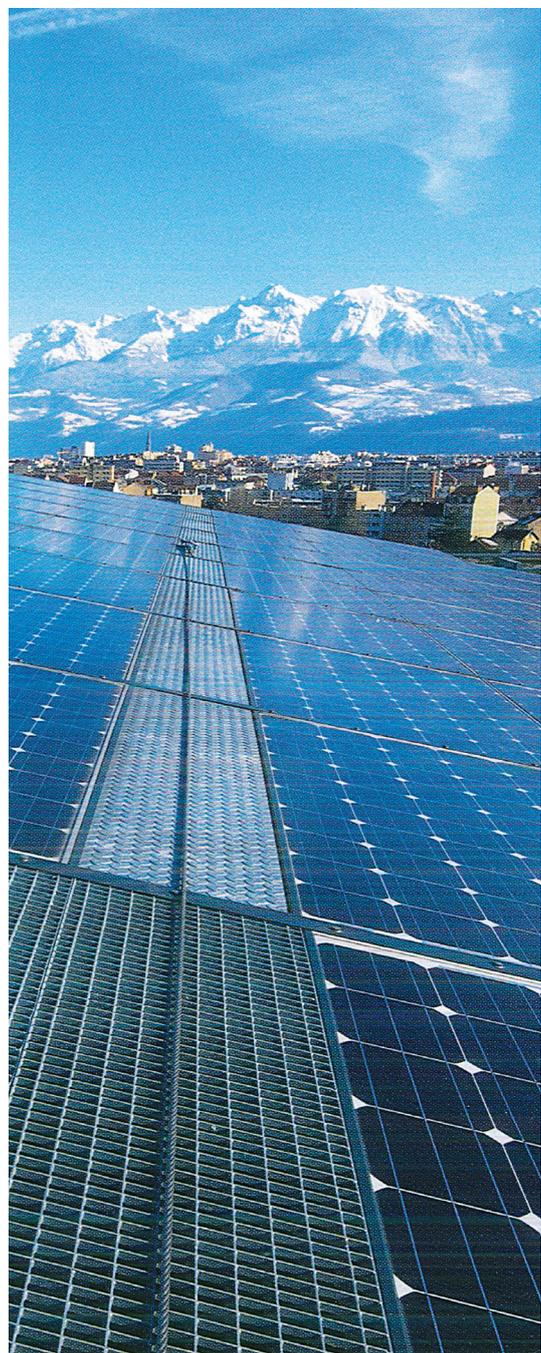
Il existe donc un très grand nombre de leviers pour la transition énergétique et notre objectif est bien de les activer tous. Mais le temps et la place manquent pour évoquer l'ensemble de la politique de mobilité menée dans le cadre du Plan de Développement Urbain.

Ph. L. : Le nucléaire vous apparaît-il comme un verrou à la transition énergétique ?

V.F. : C'est sûr que si on utilise les moyens publics pour poursuivre dans cette voie, ces moyens manqueront pour la transition, et le temps presse ! Les politiques nationales (PPE) qui visent à reporter les échéances du mix électrique maintiennent le verrou sur le développement des énergies renouvelables, propres et créatrices d'emplois. Ce sont les énergies de la paix. Il faut sortir du plutonium et des déchets transmis aux générations futures. C'est vraiment un choix de société pour les générations qui ne sont pas encore nées.

Il est urgent de montrer que des alternatives existent, qu'elles sont crédibles et économiquement valables. Tout ce dont nous venons de parler est reproductible : il faut s'y mettre !

Propos recueillis par Philippe Lambersens



© Ville de Grenoble - GEG



Une du Dauphiné annonçant la fin du nucléaire pour 2022

Notes :
7 : Soit un investissement de 1 041 € par client.
8 : L'énergie grise ou énergie intrinsèque est la quantité d'énergie nécessaire lors du cycle de vie d'un matériau ou d'un produit : la production, l'extraction, la transformation, la fabrication, le transport, la mise en œuvre, l'entretien et enfin le recyclage, à l'exception notable de l'utilisation.

Les agriculteurs contribuent aussi à la transition

Avec les 6 éoliennes et 40 000 m² de panneaux photovoltaïques installés dans leurs élevages, les Fermiers de Loué génèrent autant d'énergies renouvelables qu'ils en consomment sous forme d'électricité.

Énergies renouvelables, le soleil d'abord

Au milieu des années 2000, des agriculteurs éleveurs de volailles de Loué s'intéressent à la production d'énergies renouvelables sur leurs exploitations. La coopérative décide de les soutenir en sélectionnant des installateurs professionnels locaux (comme SOLEWA), et en les accompagnant dans leurs démarches.

Financés par les agriculteurs, les installations photovoltaïques, montées sur les toitures de poulaillers, les étables, granges, etc., atteignent rapidement 40 000 m² de surface cumulée. Malgré la révision drastique des prix règlementés de reprise par EDF, la coopérative prend le relai des démarches individuelles et mène un projet en rapport avec son envergure et son impact énergétique.

Après le soleil vient le vent

La Communauté de Communes du Pays Belmontais a retenu l'éolien comme source d'énergie propre, renouvelable et locale. De leur côté, les Fermiers de Loué œuvrent pour une agriculture durable. De leur rencontre naît en 2013 le premier parc éolien sarthois.

Installé sur les communes de Juillé, Piacé et Vivoin, il est constitué de six éoliennes et appartient à la société Éoloué, qui l'exploite, constituée par la Coopérative et la société AEROWATT (devenue QUADRAN). L'électricité produite (24 millions de kW/h par an) est expédiée au poste source ERDF de Fresnay sur Sarthe (à 12 km).



Un projet de territoire mais aussi un projet citoyen

Dès l'origine du projet, les Fermiers de Loué ont ouvert la participation financière à la population locale, et le Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine leur a proposé un Dépôt à terme¹. Une première en France pour un parc éolien ! Pas moins de 270 souscripteurs apportant 1,2 millions d'euros ont répondu à cette proposition, et perçoivent un intérêt de 3,95%. En 2018, le capital a été intégralement remboursé.

Notons que les retombées ne s'arrêtent pas là : une partie des bénéfices est allouée pour restaurer et préserver bâtis et ouvrages d'art locaux. Les premières restaurations, menées à bien en 2016 et 2017, ont été le coq de l'église de Loué et une éolienne Bollée plus que centenaire. Par ailleurs, autour des éoliennes, plus de 3 km de haies bocagères ont été plantées pour favoriser la biodiversité végétale et animale, et les Fermiers de Loué portent d'autres réflexions et projets, tant dans le domaine de la production d'énergies vertes que dans celui de la diminution de la consommation d'énergie.

Pascal Vaugarny pour les fermiers de Loué

Note de la rédaction :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" donne la parole aux Fermiers de Loué pour montrer qu'il est possible pour des entreprises agricoles de faire le choix de consommer une électricité non-nucléaire en l'auto produisant. Cette expérience est celle d'un partenariat entre collectivité locale, coopérative agricole et financement participatif citoyen. Pour autant, conscient que la production de volailles, et plus largement de viande, ne reçoit pas l'assentiment de l'ensemble de ses lecteurs, cela ne signifie pas que le Réseau "Sortir du nucléaire" cautionne ce type de production alimentaire.

Notes :

1 : Le dépôt à terme fait référence à une somme d'argent bloquée sur un compte et produisant des intérêts. Le taux d'intérêt sur le dépôt à terme fait l'objet d'une négociation entre la banque et son client. Le taux d'intérêt peut être fixe, ou variable s'il est indexé sur le marché monétaire. L'argent doit cependant rester bloqué pendant au moins un mois. Dans le cas contraire, le dépôt à terme ne produit aucun intérêt.



Brèves

Les renouvelables représenteront 40% de la production d'électricité mondiale en 2040

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié le 13 novembre le "World Energy Outlook 2018" qui explore les grandes tendances énergétiques mondiales. Selon ce dernier la part des renouvelables au niveau mondial devrait atteindre 40 % d'ici 2040, contre 25 % aujourd'hui. "Sur les marchés de l'énergie, les énergies renouvelables sont devenues la technologie de choix (...), grâce à la baisse des coûts et aux politiques gouvernementales favorables", insistent les auteurs qui appellent à de profondes réflexions de la part des décideurs.

"Dans tous les cas, les gouvernements auront une influence cruciale sur l'orientation du futur système énergétique.", explique Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE. "Notre analyse montre que plus de 70 % des investissements énergétiques mondiaux seront impulsés par les gouvernements. Le message est donc clair: le destin énergétique du monde dépend de leurs décisions".

Source : ID Info Durable

Le Parlement européen valide une forte réduction de la consommation d'énergie d'ici 2030

Les députés européens ont validé le 13 novembre 2018, une résolution législative, malheureusement non contraignante, demandant aux pays membres d'accroître leur efficacité énergétique globale de 32,5% d'ici 2030, par rapport au niveau de 1990, soit une hausse des économies d'énergie de 0,8% chaque année à partir de 2021.

Autre objectif fixé par le Parlement européen, l'atteinte d'ici 2030 de 32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute de l'Union européenne (contre environ 17% en 2016). Par ailleurs, les citoyens européens auront le droit de produire de l'énergie renouvelable pour leur propre consommation, de la stocker et de vendre l'excédent. Chaque pays devra présenter un plan décennal détaillant les mesures prises au plan national. Ces nouvelles obligations doivent obtenir l'aval du Conseil européen pour entrer en vigueur.

Sources : Romandie - AFP

Un essor massif des énergies renouvelables, l'option la plus compétitive pour la France

Dans une étude du 10 décembre, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pense que le développement des énergies renouvelables (ENR) est la meilleure façon de produire une électricité à un coût réduit. Cette étude qui modélise plusieurs scénarios pour la production d'électricité française souligne que le développement d'EPR ne serait pas compétitif. L'optimum économique serait que les énergies renouvelables fournissent autour de 85% de la consommation d'électricité française en 2050, et plus de 95% en 2060. Selon le président de l'Ademe, cette étude a pour but de "s'assurer qu'un choix fait aujourd'hui ne va pas faire peser des coûts indus à nos enfants et petits-enfants". L'Ademe s'est basée sur des hypothèses préexistantes et sur des perspectives de développement des ENR réalistes et conformes aux objectifs du gouvernement (2 GW/an d'éolien terrestre, contre 1,7 actuellement, et 3 GW/an pour le solaire.)

Sources : Romandie - AFP

Bulletin d'abonnement et de parrainage

BR80

À renvoyer par courrier, accompagné de votre règlement par chèque, à :
Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04
Libellez votre chèque de règlement à l'ordre de Sortir du nucléaire.

- Je m'abonne à la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" pour 1 an (4 numéros). Je choisis :
- l'abonnement standard au prix de 12 €
 - l'abonnement de soutien au prix de 20 €, pour aider le Réseau à diffuser la revue largement !
- J'offre un abonnement à un proche ou un-e ami-e pour 1 an (4 numéros), au prix "spécial parrainage" de 8 €, pour lui faire découvrir la revue "Sortir du nucléaire".
- Abonnement "petit budget": je n'ai pas les moyens de payer un abonnement à votre revue, mais afin de me tenir informé-e, je souhaite la recevoir gratuitement pendant 1 an (4 numéros).

Indiquez vos coordonnées pour recevoir la revue. Merci d'écrire très lisiblement et en caractères d'imprimerie.

Mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays (si hors France) :

Courriel :

J'offre un abonnement à :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays (si hors France) :

Pour abonner plusieurs personnes, joignez leurs coordonnées sur papier libre et un règlement correspondant

En conférence gesticulée, Marie dénonce les folies du nucléaire

“Souvent, on m’a demandé ce que je faisais dans la vie, et souvent j’ai eu du mal à répondre à cette question. Cette question on vous la pose souvent en stop ; c’est très agréable d’ailleurs, de voir que l’autre s’intéresse à ce que vous faites. Mais si je réponds : “je milite contre le nucléaire“, il faut que je sois capable d’expliquer ce choix.”

Marie Béduneau, jeune professeure de théâtre, sillonne la France pour interpeller ses concitoyens aux folies que représente le nucléaire. Comment en est-elle arrivée là ?

Marie conte son parcours de citoyenne proche de toutes et tous.

A 24 ans, lors d’une conférence sur les mines d’uranium au Niger, Marie a découvert les conditions de vie des Nigériens d’Arlit, travaillant à extraire l’uranium destiné à faire fonctionner une partie des centrales atomiques françaises. Le prix de notre électricité se révèle lié à la misère d’autres pays du monde... Marie en est ressortie en s’interrogeant sur cette exploitation imposée par la France, quasiment comme au temps de la colonisation : ne faut-il pas remettre en question ce système ?

Évidemment, dès que l’on s’informe quelque peu sur le nucléaire, à l’autre bout de la chaîne, se pose la question du devenir des déchets radioactifs. Alors, Marie entend parler du monstrueux projet Cigéo, avec son laboratoire souterrain implanté dans le petit village de Bure ; elle décide d’aller voir ce qui s’y passe... en autostop ! Il faut dire que ce moyen de déplacement amène à faire des rencontres inattendues et à échanger sur le nucléaire. Ainsi, elle découvre comment est perçue cette problématique, et surtout comment sont considérés les militants s’opposant au nucléaire ; sans cesse il faut se justifier. Sans cesse, aussi, il faut informer, expliquer... tant le domaine est méconnu.



DR

D’abord s’informer soi-même, écouter celles et ceux qui sont déjà en lutte, réfléchir, se positionner. Finalement, avec d’autres opposants antinucléaires, Marie vit deux ans dans la Maison de Résistance à Bure. C’est une expérience d’intenses échanges entre militants, de moments difficiles aussi quand la répression s’est faite sentir de plus en plus. Surgit alors l’idée de partager cette expérience personnelle.

“Longtemps, j’ai cru que mes arguments devaient être basés sur des chiffres, des faits précis. Mais ce n’est pas avec des chiffres et des hypothèses scientifiques que j’ai envie de parler du nucléaire. J’ai envie d’en parler avec ce que je ressens, avec la colère qui m’anime quand je comprends tout ce qu’implique la logique nucléaire : exploitation des sols et des personnes dans les mines d’uranium, pollution, corruption, etc.”

Dans sa conférence gesticulée, intitulée Autostop Bure, avec ses mots simples et vrais, Marie nous conte son parcours de citoyenne proche de toutes et tous ; elle nous invite à réagir à cette option nucléaire qui nous emmène à l’impasse. À l’image des personnes, notamment les jeunes, qui luttent du côté de Bure, elle nous rappelle que chacun doit garder prise sur sa vie et les choix éthiques de société. Bravo Marie pour ton engagement !

Bernard Cottier



© Ludie Nabonneau

“Le nucléaire a beau être la fierté française, ce sujet n’en est pas moins tabou. C’est un sujet complexe qui semble à priori réservé aux spécialistes. Alors comment peut-on refuser un projet d’enfouissement de déchets nucléaires et réussir à faire entendre sa voix quand on n’a pas le titre d’expert.e ?”

à lire...

Je ne peux le croire, Fukushima Nagasaki Hiroshima haïkus & tankas

Anthologie établie par D. Chipot
Éd. Bruno Doucey, 2018, 128 p., 16 €
À commander sur boutique.sortirdunucleaire.fr ou dans le feuillet ci-joint.



Dans cette anthologie, Dominique Chipot, spécialiste français du poème court japonais nous fait ressentir les ravages du nucléaire. C'est à travers une sélection de haïkus, de tankas et de gogyoshi¹, de 118 poètes, publiés précédemment dans plusieurs ouvrages, que nous découvrons au fil des vers comment le Japon a été meurtri jusque dans la chair de ses habitants par trois catastrophes nucléaires.

C'est un voyage poétique dans le temps et dans l'horreur en trois parties.

11 mars 2011 — Fukushima au fil des saisons : le séisme, le tsunami, l'explosion, les restrictions, l'évacuation et l'anniversaire.

1945-1982 — Les poèmes de Matsuo Atsuyuki, rescapé de Hiroshima, entre l'horreur des premiers instants et celle de la vie qui continue malgré tout.

Pikadon — Comme un hommage à Yamaguchi Tsutomu, seul rescapé à la fois de Hiroshima et Nagasaki, pour se remémorer les atrocités vécues suite à des choix humains.

“La brièveté oblige à gommer tout superflu. Ni discours, ni analyse. Le propos n'en est que plus fugace, et les faits apparaissent dans toute leur brutalité. Loin des haïkus “des fleurs et des oiseaux” auxquels nous avons été habitués, ces graines de réalité (...) reflètent chacune une parcelle de catastrophe au travers du prisme sensoriel de l'auteur.” Dominique Chipot exprime ainsi, dans la postface de l'ouvrage, la force des poèmes choisis.

Ou comment le plus petit poème du monde nous fait ressentir avec plus de force encore la douleur.

1 : Poème en cinq vers, inventé par Aizu Taro

Nucléaire : une catastrophe français

Erwan Benezet
Éditions Fayard, 2018, 400 p., 19 €
À commander sur boutique.sortirdunucleaire.fr ou dans le feuillet ci-joint



ERWAN BENEZET
**NUCLÉAIRE:
UNE CATASTROPHE
FRANÇAISE**

vous avez raison
d'avoir peur

Celles et ceux qui connaissent déjà le “système nucléaire” ne découvriront rien d'inconnu. Mais pour les novices du principal secteur producteur d'électricité en France, ce livre est une mine (sans mauvais jeu de mots). Le souhait de l'auteur : *“Ce livre, donc, pour permettre aux citoyens de faire leurs choix, et de les exprimer, en toute connaissance de cause.”* Et c'est réussi !

Erwan Benezet est journaliste au Parisien Aujourd'hui en France, spécialiste du secteur de l'énergie et de l'automobile. Le vieillissement du parc nucléaire français s'apparente à celui d'une voiture... la gravité des conséquences en plus, dans le cas qui nous occupe.

On lit sous la plume du journaliste le récit des catastrophes qui ont émaillé l'histoire de cette industrie (Kychtym, Windscale, Tchernobyl, Three Mile Island, Fukushima). On s'attarde à Tchernobyl où l'auteur a séjourné par deux fois. D'autres catastrophes sont également évoquées : les déchets, Bure, l'EPR, les mines d'uranium, le démantèlement, la sous-traitance et la perte de compétences... Et l'auteur de rappeler que l'industrie nucléaire *“ lance des projets sans tenir compte des oppositions, et avance le plus loin et le plus vite possible, afin d'atteindre ce moment où les investissements, le temps passé et la mobilisation ne permettent plus de faire marche arrière.”*

De longues pages sont consacrées à la déroute financière de cette industrie, qui pour l'auteur, sera la cause de son abandon futur. Un peu plus complexe mais on retiendra : *“Ce modèle économique bien particulier fait désormais du nucléaire l'apanage des économies planifiées et des*

régimes les plus autoritaires, parce que dotés de gros moyens financiers d'État. En première ligne : la Russie ou la Chine.”

L'ouvrage se termine sur la transition énergétique possible sans nucléaire en démontant un par un les arguments avancés par les nucléocrates.

Un ouvrage accessible à offrir ou à s'offrir pour un portrait rapide de cette catastrophe française.

La sobriété énergétique, Pour une société plus juste et plus durable

Association négaWatt
2018, 12 p., 2 €
À commander sur boutique.sortirdunucleaire.fr.



La sobriété est l'un des trois piliers fondamentaux de la démarche promue par l'Association négaWatt depuis sa création en 2001. Elle est un élément incontournable du scénario de transition énergétique porté par l'association.

Cette notion est inscrite à l'article 1 de la loi sur la transition énergétique depuis 2015. Elle est progressivement reconnue et prise en compte par de nombreux acteurs mais reste trop souvent mal comprise et suscite certaines idées reçues freinant son acceptation et sa mise en œuvre.

Ce document présente les principales hypothèses de sobriété retenues dans le scénario négaWatt 2017-2050, et propose plusieurs mesures clés à mettre en place dans les transports, le bâtiment, l'agriculture et l'industrie.

“Première étape incontournable de la réconciliation de l'humanité avec la planète qui l'héberge, la sobriété est aussi un vrai projet de société solidaire où chacun limite volontairement son empreinte écologique pour permettre à d'autres, moins bien lotis, de vivre mieux. La promesse d'un avenir plus juste et plus soutenable?”

2019

Ni prolongations, ni nouvelles installations : le nucléaire, c'est toujours non !
Cette année, mobilisons-nous pour contrer les projets de la filière nucléaire et pour embarquer avec nous les Français qui ne veulent plus de cette énergie du passé, coûteuse et dangereuse !

Marches Climat

Les antinucléaires s'affichent dans les Marches mensuelles pour le climat.



Atomik Tour (Janvier-Août 2019)

“La France nucléaire : vous y tenez ? Pourquoi ?”

TRANSPORTS
RADIOACTIFS

**STOP
AU TRAFIC**

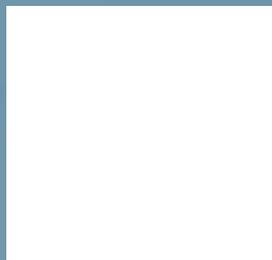
www.sortirdunucleaire.org

Pour que l'EPR de Flamanville ne démarre pas

Fin mars, un faux convoi de combustible, avec de vrais militants et des infos fraîches dedans partira de Chinon jusqu'à Flamanville.

Prolongation et rafistolage des réacteurs

Mobilisations autour de la 4^{ème} visite décennale (VD4) du réacteur 1 de Tricastin pour empêcher sa prolongation.



Commémorations Fukushima-Tchernobyl partout en France (11 mars au 26 avril)

Autour d'un mot d'ordre national “Ni prolongations, ni nouvelles installations”, mobilisez vous localement pour empêcher la prolongation des réacteurs ou le lancement de nouveaux projets.



Les Bure'lesques, ça recommence ! (9-11 août)

En Meuse, faisons la fête sur cette terre que l'Andra veut polluer avec des déchets radioactifs pour des millions d'années.

Et bien d'autres actions en perspectives... suivez les mobilisations sur
www.sortirdunucleaire.org/agenda